bimensuel•
n° 38•16/11/78•
5 Ff•35 Fb•3 Fs•

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

Le traité de paix sino-japonais

Zimbabwe : la dernière période de Smith ?

• • • • • • •

Le mouvement syndical en France depuis les élections de mars

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

Abonnement UN an 25 numéros

TARIFS

100 FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can.
Par avion, USA et Canada : 30 dollars par an.
Pour les autres pays écrire à la rédaction
Versement : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les envoyer à « Inprecor ».

Découper ce bulletin
et le retourner à «Inprecor»
accompagné d'un chèque bancaire
libellé au nom de Pascal Henri
Boîte postale 57,
Montreuil/Cedex - France.

NOM .....
PRENOM .....
ADRESSE .....
.....
.....
PAYS .....

Sommaire

Page 3 CHINE-JAPON
Le traité de paix sino-japonais
Un accord signé sur le dos des peuples d'Asie
Pierre Rousset

Page 9 MEXIQUE
Le populisme sans avenir du parti au pouvoir
Interview de Manuel Aguilar Mora

Page 12 ZIMBABWE
La dernière période de Smith ?
Pat Jordan

Page 19 ALGERIE
Vers l'autodissolution des staliniens dans le parti unique
S. Akli

Page 26 FRANCE
Le mouvement syndical depuis les élections de mars
Michel Thomas

Page 30 LIVRES
L'URSS et eux...
Louis Couturier

«Inprecor», Boîte postale 57, 93101, Montreuil/Cedex - France
Directeur de publication : Jean-François Godchau
Imprimé par Rotographie (Montreuil). Commission paritaire : No 59 117
Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

- ISSN - 0378 - 8342

Chine-Japon

Le traité de paix sino-japonais

Un accord signé sur le dos des peuples d'Asie

La politique de Teng Hsiao-ping a une dimension économique et sociale à laquelle les travailleurs chinois devront un jour répondre frontalement. Elle a également une dimension internationale - toujours plus réactionnaire: on ne peut à la fois s'allier aux pires ennemis des masses de la région, les impérialismes américain et japonais, et aider au développement des luttes révolutionnaires.

Pierre ROUSSET

Le 23 octobre 1978, Teng Hsiao Ping ratifiait le traité de paix sino-japonais signé deux mois auparavant, après de laborieuses négociations engagées en 1975. Le caractère proprement triomphal de la tournée opérée à cette occasion par le Vice-premier ministre chinois au Japon a souligné l'importance de cet événement international majeur dont on peut difficilement sous-estimer la portée. Il ne s'agit pas en effet d'une simple normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays; normalisation largement réalisée depuis 1972, c'est-à-dire depuis le voyage de Kakuei Tanaka, alors Premier ministre japonais, à Pékin à la suite du rétablissement spectaculaire des rapports sino-américains et de la visite dans la capitale chinoise de Richard Nixon.

La présence dans le traité d'une clause «anti-hégémonique», l'ampleur des accords économiques actuellement négociés par les deux gouvernements, les conséquences régionales du rapprochement entre le géant chinois et la principale puissance impérialiste asiatique, en témoignent.

Le gouvernement japonais cherche certes a en minimiser publiquement la portée politique. Il fait valoir qu'il a obtenu l'incorporation dans le paragraphe consacré à la condamnation de *«l'hégémonisme»* d'une phrase stipulant que *«le présent traité n'affectera en rien les positions adoptées par chacune des parties contractantes dans ses relations avec les pays tiers»*. Le Premier ministre Fukuda se réclame d'une *«diplomatie tous azimuts»* qui prétend rechercher l'amitié de tous les pays sur une stricte base bilatérale. Il craint en effet les réactions de l'URSS, qui a condamné le nouveau traité sino-japonais. Pourtant, il ne saurait cacher ce que Teng Hsiao-ping s'est empressé de rappeler lors de son séjour à Tokyo l'accord nippo-chinois participe d'une double stratégie internationale, celle de la direction chinoise et celle de Washington qui ont notamment pour but d'isoler et d'affaiblir l'URSS, *«ennemi principal»*.

CONTRE LE «SOCIAL-IMPERIALISME»

Teng Hsiao-ping n'a pas fait mystère de ses préoccupations. A l'occasion d'une conférence de presse, il déclarait le 25 octobre que c'était *«la première fois»* qu'une *«stipulation»* comme la clause anti-hégémonique figurait *«dans un traité international»*. Il notait que *«l'établissement définitif du principe anti-hégémonique»* revêtait une *«très grande signification»* et que cette clause était *«l'essence»*, *«le point central»* du traité entre les deux pays (*Le Monde* du 26 octobre).

La signature de ce traité de paix et d'amitié apparaît donc dans la droite ligne de la diplomatie mondiale chinoise qui, du Zaïre au Chili (dont le ministre des Affaires étrangères visitait Pékin en septembre), de l'Iran à la Palestine (le gouvernement chinois recevant certes une délégation de l'OLP tout récemment encore, mais refusant néanmoins de condamner clairement les accords de Camp David), de l'Europe de l'Est à l'Europe de l'Ouest, vise un objectif obsessionnel : isoler le *«social-impérialisme»*. Mais le rapprochement sino-japonais représente plus que la simple poursuite d'une politique qui a déjà bien des crimes contre les peuples à son actif.

C'est en effet une chose que de soutenir de Pékin les pires dictatures d'Afrique ou d'Amérique latine, de réclamer le maintien de l'OTAN, voire même de cautionner l'ASEAN, et c'en est une autre que d'en appeler au renforcement du Pacte de sécurité nippo-américain et du potentiel militaire japonais. On assiste aujourd'hui à l'aboutissement ultime de la logique bureaucratique qui a fait de l'URSS *«l'ennemi principal»* et qui pousse la direction chinoise à s'allier de plus en plus étroitement, face à la *«menace»* nordique, avec l'impérialisme en la personne de son chef de file international, les USA et de la puissance capitaliste asiati-

que dominante, le Japon. Déjà en septembre, Teng Hsiao-Ping ne déclarait-il pas se féliciter de la *«volonté d'indépendance du Japon en matière de défense»* (*Le Monde* du 26 octobre) ?

Le comportement du Vice-premier ministre chinois des Affaires étrangères n'a laissé planer aucune ambiguité quant au soutien accordé aujourd'hui par Pékin au parti gouvernemental japonais, le Parti libéral démocrate, principale formation de la bourgeoisie nippone, voire à son aile la plus fermement réactionnaire. Au mépris des usages, il a même voulu rendre visite à l'ancien Premier ministre déchu, Tanaka, qui attend de passer en procès pour les pots de vins qu'il a reçus de la firme aéronautique américaine Lockheed. Tanaka ne représente-t-il pas encore une fraction décisive du PLD avec laquelle il importe de traiter ? De même, quand l'empereur Hiro Hito, qui symbolise à la fois personnellement et institutionnellement le Japon impérial et militariste, l'occupation de la Chine et d'une grande partie de l'Asie orientale, a légèrement évoqué les *«événements malheureux»* qui ont troublé *«l'histoire sino-japonaise»*, Teng Hsiao-ping aurait répondu d'un indifférent *«oublions, oublions le passé»* (*Le Monde* du 25 octobre).

LE COUP DE PIED DE L'ANE POUR LA GAUCHE JAPONAISE

Il va sans dire que la politique de la direction chinoise porte un coup sévère au mouvement ouvrier et à la gauche japonaise, déjà affaiblie par ses divisions et son extrême opportunisme. C'est d'autant plus vrai que les liens historiques entre cette gauche japonaise et la Chine ont été très étroits. Avant de rompre avec le PCC en 1966, les dirigeants du PC japonais ont longuement trouvé refuge à Pékin. En 1972 encore, le président de l'Association des paysans de Sanrizuka en lutte contre la construction de l'aéroport de Narita était triomphalement reçu en Chine. De plus, la gauche japonaise comme le syndicat Sohyo ont longtemps fait de la dénonciation du pacte de sécurité nippo-américain (qui intègre le Japon au système militaire US) et du réarmement du pays, une constante de leur politique, au moins en ce qui concerne les déclarations officielles.

La visite accordée par Teng Hsiao-ping à Tanaka a soulevé l'indignation. Il faut dire que ce dernier a cyniquement expliqué à son sujet que *«Teng a un sens heureux de l'humour. Il ne pose pas de questions sur l'affaire Lockheed. Cela serait bien agréable si les Japonais faisaient eux aussi preuve du même sens de l'humour»* (*Far Eastern Economic Review* du 3 novembre). Il y eut des remous jusque dans les milieux du PLD. Un député socialiste déclarait quant à lui sans ambage : *«Non seulement c'est une insulte à la nation japonaise, mais encore on peut se demander si les Chinois nous rendraient la pareille et nous autoriseraient à rencontrer un inculpé»* (*Le Monde* du 25 octobre).

Plus généralement, c'est l'alignement de Pékin sur l'alliance nippo-américaine qui met dans l'embarras la gauche japonaise. Le président du PS, Asukata, s'était fait dire à Pékin, alors qu'il réaffirmait la position traditionnelle de son parti à l'égard des USA, que sa *«politique avait quinze ans de retard»* (la fraction dominante du PS a des sympathies pro-soviétiques). Et Ueda, parlementaire et rédacteur en chef du journal du PCJ (*Akahata*) devait déclarer à l'occasion du voyage de Teng Hsiao-ping qu'*«en approuvant le traité de sécurité avec Washington et le réarmement japonais, la Chine adopte une attitude contraire à celle d'un pays socialiste»* (*Le Monde* du 20 octobre).

LA BENEDICTION DE WASHINGTON ET LE PORTE-MONNAIE DES ZAIBATSU

En signant le traité de paix et d'amitié avec la Chine, Tokyo ne fait évidemment preuve d'aucune indépendance politique vis-à-vis de Washington. C'est à la suite du déblocage des relations sino-américaines, en 1971, que le Japon s'est ouvert à nouveau à son voisin continental. Le renforcement du rôle régional du Japon répond aux voeux du gouvernement américain qui désire, après son échec en Indochine, que les charges de *«défense du monde libre»* soient mieux partagées. Le renforcement du potentiel militaire nippon, au mépris de la Constitution résolument pacifiste, est indispensable aux yeux des stratèges du Pentagone qui s'inquiètent de la puissance navale soviétique dans le Pacifique. Et le Japon impéria-

Teng Hsiao-ping, Fukuda et leurs épouses portant un toast au traité de paix sino-japonais

liste a une fonction irremplaçable à jouer dans la stabilisation des régimes dictatoriaux et néo-coloniaux d'Asie du sud-est.

A Washington comme à Pékin, on considère illusoire de vouloir faire la *«balance égale»* face aux deux autres *«grands»*: il faut choisir *«l'ennemi principal»* du moment. Dans les deux cas, il s'agit de l'URSS, ce qui explique comment les objectifs des politiques internationales chinoise et américaine se rencontrent actuellement si souvent et si étroitement.

Les dirigeants et les capitalistes japonais y trouvent évidemment leur part. Ils souhaitent aussi que la puissance militaire du Japon corresponde plus à sa puissance économique. Le PLD est traversé d'une intense lutte de fraction pour choisir le prochain président du parti, donc le prochain Premier ministre. L'amitié chinoise est devenue l'un des éléments clefs de cette guerre interne, ce qui explique partiellement pourquoi Fukuda a pu faire taire les objections d'une bonne partie de sa propre fraction traditionnellement pro-taïwannaise. Quant aux capitalistes japonais, ils attendent beaucoup de la croissance des échanges nippo-chinois.

En février déjà, un accord commercial sur huit ans a été signé entre les deux pays, portant sur un montant de vingt milliards de dollars. Des contrats pour une valeur de cinq milliards de dollars ont d'ores et déjà été signés. Surtout, les accords de février seraient prolongés d'une période de cinq ans et la valeur des échanges prévus se verrait quadruplée. Le Japon vient de signer un contrat pour la mise sur pied d'un complexe sidérurgique dans le Hopei qui s'annonce comme l'un des plus grands du monde avec une capacité annuelle de dix millions de tonnes d'acier. Il participe à la construction d'un autre complexe dans la région de Shangaï et à la modernisation d'une aciérie près de Pékin.

Bien sûr, il reste encore à régler le délicat problème du financement des importations chinoises. Pékin a bien laissé entendre qu'elle serait prête non seulement à se tourner vers

POLITIQUE EXTERIEURE CHINOISE : CHANGEMENT ET CONTINUITE

L'année 1978 aura été une année riche en grandes «premières» en ce qui concerne la politique internationale chinoise. C'est en effet cette année là que le conflit politique sino-vietnamien a éclaté au grand jour, que la diplomatie chinoise a fini de prendre sa dimension proprement internationale avec le voyage de Hua Kuo-feng dans les démocraties populaires de l'est européen et que le Traité de paix et d'amitié sino-japonais a été signé.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que la diplomatie chinoise est opportuniste : elle n'a jamais été à proprement parler internationaliste. Aux lendemains de la guerre de Corée, Pékin s'aligne sur Moscou lors des négociations de Genève sur le Vietnam, et fait l'éloge des régimes «progressistes» du Tiers-monde réunis à la conférence de Bandoeng en 1955. Mais, le PCC s'est longtemps affirmé anti-impérialiste. Ce fut tout particulièrement le cas après l'arrêt brutal de l'aide fournie par l'URSS à la Chine et l'ouverture du conflit sino-soviétique. Pékin continua, certes, de soutenir le Pakistan pour des raisons étroitement diplomatiques et le PCC cautionna la politique criminelle du PKI en Indonésie qui aboutit aux massacres de 1965. Il refusa de même, malgré les pressions des PC vietnamien, japonais, coréen et de la direction cubaine, d'accepter une politique de front uni avec l'URSS pour la défense de l'Indochine. Mais il se lia aussi étroitement avec de nombreux mouvements de libération et la direction chinoise joua un rôle important dans la dénonciation des capitulations de la diplomatie soviétique et de la politique dite de «détente».

C'est, en fait, au lendemain de la révolution culturelle, alors que l'appareil du Parti et de l'Etat est à nouveau consolidé, que le tournant de la politique internationale de Pékin s'affirme : du vivant de Mao et sous sa haute autorité, faut-il le rappeler ? Dès 1971, on peut en apprécier la nature avec l'invitation faite à Nixon à se rendre à Pékin alors que les bombes pleuvent sur l'Indochine et avec le soutien accordé au gouvernement Bandaranaïke au moment où il réprime dans le sang le JVP ceylanais et ses milliers de sympathisants. C'est en 1974 que Teng Hsiao-ping expose à la tribune de l'ONU une nouvelle innovation : la *«théorie»* des *«trois mondes»*. Il ne s'agit plus seulement de dénoncer les *«Grands»*, mais d'affirmer que le *«camp socialiste»* a cessé d'être. Il apparaîtra rapidement que la dénonciation des deux *«superpuissances»*, encore mises officiellement sur le même pied en 1974, n'est pas égale : l'URSS, *«puissance impérialiste montante»*, est bel et bien *«l'ennemi principal»*. L'idéologie suit les nécessités de la diplomatie et épouse les intérêts bureaucratiques. On soutiendra donc l'intervention militaire de l'impérialisme français en Afrique, exemple, selon la direction chinoise, de l'alliance souhaitée entre le *«deuxième»* et le *«troisième monde»* face à l'URSS...

le crédit international, mais même à accepter des prêts gouvernementaux étrangers, ce qui représenterait un tournant politique spectaculaire. Mais rien ne semble encore bien établi. La Chine se propose aussi de payer en exportant en retour du pétrole brut. Cela intéresse théoriquement au premier chef les Japonais qui cherchent à diversifier leurs marchés énergétiques. Mais le pétrole chinois est d'une qualité médiocre que les industriels nippons sont mal préparés à raffiner sans procéder à d'importants investissements.

Cependant, la relance économique au Japon se fait attendre, malgré les promesses gouvernementales d'un taux de croissance annuel de 7 % pour 1978. Le marché chinois représente un potentiel considérable et concerne des secteurs clefs de l'économie comme la sidérurgie. Le jeu, de l'avis général, vaudrait le coup d'être tenté, comme le note Susumu Awanokara dans la *Far Eastern Economic Review* du 3 novembre : *«La Chine est engagée dans une révolution industrielle massive qui absorbera des volumes d'exportations considérables en provenance du Japon aussi bien que d'autres marchands d'usines et d'équipements, et les chances de succès semblent assez grandes pour que les étrangers acceptent de miser dessus».*

LES «QUATRE MODERNISATIONS» DE TENG HSIAO-PING

Pour la direction chinoise, l'ouverture en direction du Japon ne répond pas seulement aux exigences du combat contre le *«social-impérialisme»*. Elle prolonge, indispensable, la politique de rationalisation bureaucratique de l'économie du pays, défendue par Teng Hsiao-ping sous le nom des *«quatre modernisations»*. Il n'est pas de mois qui s'écoule sans que l'offensive menée par le Vice-premier ministre contre l'héritage maoïste et les hommes qui s'opposent à ses options ne connaisse de nouveaux développements.

En ce qui concerne le personnel politique, le Général Wu Teh a été relevé de ses fonctions à la tête de la municipalité de Pékin et plusieurs dirigeants de province ont été limogés, notamment dans le Liaoning dont le nouveau Premier secrétaire est monté en ligne de front sur le plan idéologique : il lui est revenu de rappeler que *«la pratique est le seul critère de la vérité»* alors que *«certains camarades s'obstinent dans l'opinion erronée que la pensée de Mao Tsé-toung constitue un critère de la vérité»* (*Le Monde* du 3 octobre). Quant au fameux Petit livre rouge du Président Mao, il est maintenant dénoncé comme un recueil abêtissant de *«maximes»* détachées de leur contexte logique, et promis semble-t-il au pilon !

Spécialiste des «petites phrases» significatives, Teng Hsiao-ping a laissé entendre que la réunification avec Taïwan ne se ferait *«que par la voie pacifique et dans un futur lointain»* (*Le Monde* du 27 octobre). Sur le plan économique, le tournant majeur engagé par le régime prend de plus en plus systématiquement forme. Le nouveau président de l'Académie des sciences, Hu Chiao-mu, un réhabilité de la révolution culturelle évidemment, en a exposé les grandes lignes dans un article du *«Quotidien du peuple»* du 16 octobre. On y retrouve tous les thèmes dénoncés hier comme la preuve du retour *«idéologique»* au capitalisme en URSS. Il s'agit d'augmenter la productivité en faisant jouer les *«lois»* économiques de la *«valeur»*, en intéressant matériellement directement les travailleurs *«et la maîtrise»* aux résultats productifs, en sanctionnant ceux dont l'entreprise ou la commune produit peu, en multipliant les contrats légaux d'échanges entre les diverses unités économiques y compris au sein d'une même commune, en donnant au système de crédit bancaire un rôle plus important, en spécialisant les entreprises et en apprenant de la bourgeoisie les règles de gestion efficaces...

D'où, en ce qui concerne ce dernier point, l'envoi prévu de 10 000 étudiants au Japon, censés loger chez l'habitant plutôt que dans des cités universitaires séparées, afin de mieux s'imprégner des règles d'or de la gestion capitaliste. Teng Hsiao-ping doit composer avec l'esprit démocratique vivace des masses chinoises, et annonce que, dorénavant, les cadres d'entreprises seront élus par les ouvriers de leur unité jusqu'au niveau du chef d'atelier. Mais son masque libéral tombe quand il déclare devant les deux mille délégués du Congrès des syndicats, le 11 octobre, que les *«travailleurs doivent développer leurs glorieuses traditions de dur travail, d'abnégation et de discipline, acceptant sans rechigner les transferts (d'emploi) et aimant leurs entreprises comme leurs foyers». «Les syndicats doivent éduquer leurs membres dans le respect d'une direction administrative hautement centralisée (...) et de l'entière autorité du système de commandement de la production»* (*Le Monde* du 14 octobre).

Teng Hsiao-ping est engagé dans une vaste opération de rentabilisation bureaucratique de la production. Mais sa politique se heurtera à de nombreuses résistances, de la part des travailleurs qui risquent de ne pas entendre le rôle des directeurs d'entreprises de la même oreille que Teng, mais aussi au sein de la bureaucratie. Sa politique implique en effet un bouleversement considérable des modes de domination de la bureaucratie dans le pays, avec un rôle nouveau dévolu aux cadres de gestion économique et la généralisation des relations contractuelles entre les unités économiques. Il va vite, très vite en besogne. Or, les précédents en URSS et dans les pays de l'Est européen ont montré combien il était difficile de réformer ces vastes appareils d' Etat bureaucratisés. Versant inévitable de sa politique d'ensemble, l'ouverture en direction du Japon et la croissance des échanges économiques avec le marché capitaliste mondial ne peut qu'avoir de profondes conséquences à long terme et peut précipiter de nouveaux conflits politiques au sein du régime. L'opposition larvée qui se manifeste entre Hua Kuo-feng et Teng Hsiao-ping reflète peut-être

avant tout les craintes soulevées dans certains secteurs de la bureaucratie par l'«aventure» que représente le cours forcé de Teng à la *«modernisation»*.

LE GLACIS COREEN

Sur le plan régional aussi, le nouvel accord sino-japonais ne saurait qu'avoir d'importantes répercussions. L'équilibre économique actuel serait bouleversé pour peu que les prévisions en cours se réalisent, l'Indonésie craignant notamment la concurrence du pétrole chinois et l'Australie pouvant espérer bénéficier du «boom sidérurgique» sino-japonais.

Mais, plus fondamentalement, c'est l'équilibre stratégique de l'Asie orientale qui risque de se trouver altéré. Le conflit sino-soviétique devient toujours plus une donnée capitale de la situation régionale, comme ce ne fut jamais le cas dans le passé. La signature d'un Traité d'amitié et de coopération vietnamo-soviétique, début novembre, répond de toute évidence au Traité de paix et d'amitié sino-japonais. Les répercussions de ce dernier dans la péninsule coréenne sont encore difficiles à déterminer. Logiquement en effet, la Chine «patronnant» la Corée du Nord et le Japon la Corée du Sud, des pressions devraient s'exercer en direction d'une reconnaissance multilatérale de l'existence des deux Corées.

Or, cette perspective a toujours été dénoncée par le régime de Kim Il Sung. Le PC Coréen est actuellement politiquement beaucoup plus proche de Pékin que de Moscou, comme l'a montré son alignement sur le Cambodge dans le conflit vietnamo-khmer. Il aurait par ailleurs à sa tête, depuis peu, des «technocrates» à la mode Teng Hsiao-ping, chargés de redresser la barre financière du régime après la banqueroute internationale qui l'a frappé. Mais la Corée du Nord est liée par des traités de défense mutuelle à la fois avec la Chine et avec l'URSS. Plus, sur le plan militaire, elle dépend largement de la couverture soviétique. Que se passera-t-il quand le Traité d'amitié sino-soviétique sera formellement et définitivement dénoncé ?

Teng Hsiao-ping a eu, au Japon, l'un de ces mots cyniques à l'égard de ses alliés dont il semble coutumier. Au sujet de la Corée, il notait que *«les pays divisés sont ultimement unifiés... Si ces problèmes ne peuvent être résolus en dix ans, ils le seront en cent ans. S'ils ne le sont pas en un siècle, ils le seront en dix siècles»* (*Far Eastern Economic Review* du 3 novembre). Voilà qui est encourageant pour Kim Il Sung ! Selon Philippe Pons, le correspondant du *Monde* à Tokyo, les Coréens du Nord reconnaissaient en privé qu'on pouvait se demander *«où se trouvait leur pays dans la tête de M. Teng lorsqu'il décida de s'engager plus avant avec le Japon»* (*Le Monde* du 26 octobre).

Le Japon est un élément clef d'un triangle militaro-industriel Washington-Séoul-Tokyo. L'interdépendance du Japon impérialiste et de la Corée du Sud néo-coloniale, tant sur le plan de la défense qu'en matière économique et politique, est telle que la question coréenne est presque ressentie comme une question «intérieure» au Japon. La péninsule coréenne fait partie de la zone de «sécurité immédiate» de l'archipel nippon. Elle constitue aussi l'une des pierres angulaires du dispositif militaire régional de l'impérialisme dans le Pacifique Nord, très sensible aux équilibres changeants des rapports de forces maritimes. Il est donc impossible de *«s'engager»* bien avant avec le Japon sans en tirer toutes les conséquences en ce qui concerne le gel de la situation dans la péninsule coréenne. Les premiers à faire les frais de cette politique renforcée (mais non nouvelle) de coexistence pacifique seront les masses de Corée du Sud, engagées, seules, dans de durs combats pour leurs droits démocratiques élémentaires contre le régime dictatorial de Park Chung Hee.

LES PEUPLES D'ASIE DU SUD-EST DANS LE COLLIMATEUR

L'Asie du Sud-est est aujourd'hui l'enjeu de grandes manoeuvres diplomatiques. Pham Van Dong, Premier ministre vietnamien, Ieng Sary, ministre des Affaires étrangères cambodgien, Firiouline, ministre adjoint des Affaires étrangères soviétique, enfin Teng Hsiao-ping lui même, se seront succédés à deux mois d'intervalle dans les pays de l'ASEAN, l'Association des nations du Sud-est asiatique, qui regroupe les gouvernements thaïlandais, malaisien, singapourien, indonésien et philippin. Ici encore, le traité sino-japonais annonce de nouvelles difficultés pour les peuples de la région.

Teng Hsiao-ping, dans une interview accordée, avant son départ pour Tokyo, à des journalistes thaïlandais, a certes déclaré qu'à la différence de Pham Van Dong lors de sa visite à Bangkok, il se refuserait à déclarer l'arrêt du soutien accordé par Pékin aux partis communistes engagés dans des luttes de guerillas. Tout en mettant en doute la sincérité des déclarations du Premier ministre vietnamien, il s'offrait en effet le luxe de donner une *«leçon d'internationalisme»* aux Vietnamiens : *«Pham Van Dong a soulevé ce problème pour enfoncer un coin entre nos deux pays. On voudrait savoir si Teng va dire la même chose en Thaïlande. Je peux déjà vous affirmer que, si la Chine parlait comme Pham Van Dong, la Chine serait fort détestable»*(*Le Monde* du 25 octobre).

Cette vertueuse déclaration d'intention ne saurait cependant faire illusion. Au printemps dernier, d'ailleurs, Teng s'était expliqué à ce sujet avec le Premier ministre thaïlandais en visite à Pékin : le soutien chinois aux guerillas ne pouvait être totalement interrompu car *«sinon les soviétiques prendraient la place»*. Mais, avait-il ajouté, *«de toutes façons, ne vous inquiétez pas, si vos gouvernements prennent des mesures de répression contre ces partis, l'ambassade de Chine ne protestera pas»* (*Le Matin* du 4 novembre).

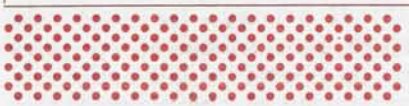
Quand la direction du PCC en appelle au maintien de la présence américaine dans la région et au renforcement du rôle du Japon vis-à-vis de l'ASEAN, la vieille distinction entre la politique du gouvernement - ouverte aux compromis diplomatiques indispensables - et celle du parti - garante de la poursuite d'une politique internationaliste active - ne tient plus. **On ne peut d'un côté s'allier aux pires ennemis des masses de la région, les impérialismes japonais et américain et aider en même temps au développement des luttes révolutionnaires !**

Déjà, lors de la visite de Teng Hsiao-ping à Rangoon, en janvier de cette année, le correspondant du *Monde* à Pékin, Alain Jacob, notait combien la presse chinoise s'était faite discrète sur l'action du Parti communiste birman. Il rapportait que les dirigeants de ce parti, résidant dans la capitale chinoise, *«n'ont pas caché, à ceux qui ont pu récemment les approcher, les préoccupations que leur causaient le voyage de M. Teng Hsiao-ping»* (*Le Monde* du 28 janvier 1978). Aujourd'hui, c'est la résistance thaïlandaise qui est devenue l'enjeu d'un ensemble de conflits qui la dépasse. Comme tous les partis de cette région, le PCT est d'obédience idéologique maoïste. Mais l'accueil exceptionnel fait en Thaïlande à Teng Hsiao-ping - fait sans précédent, l'homme d'Etat chinois a été convié à assister à la cérémonie solennelle d'ordination boudhique du prince héritier - montre qui l'emporte des rapports de parti à parti ou de gouvernement à gouvernement ! Le premier bénéficiaire de ces tournées diplomatiques successives en Thaïlande est en effet le général Kriangsak et son régime militaire. **Face à la Chine qui ne voit plus en eux que des moyens de pression, dont il ne faut pas perdre le contrôle idéologique au profit du bloc prosoviétique, et au Vietnam saisi à la gorge et dont la direction est prête à tout pour échapper à l'étau, il n'y a d'autre voie pour les mouvements révolutionnaires de cette région que le désengagement politique à l'égard du conflit sino-soviétique et de ses implications locales.**

A LIRE AUSSI DANS «INPRECOR»

Sur le Japon : no 14, du 13.10.77
23, du 3.11.77
30, du 8.7.78
36, du 19.9.78

Sur la Chine : no 13, du 29.9.77
17, du 24.11.77
18, du 8.12.77
23, du 3.3.78
24, du 17.3.78
28, du 12.5.78

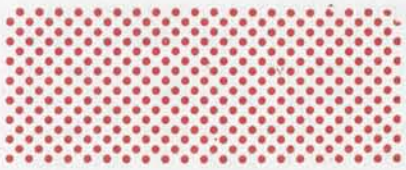


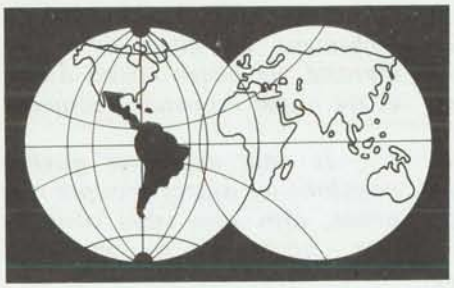
De façon générale, c'est bel et bien la diplomatie chinoise qui apparaît la plus offensive en Asie du Sud-est. Malgré les inquiétudes qui peuvent se faire jour au sein de l'ASEAN devant la dynamique du traité sino-japonais et la force d'attraction que représente la République populaire auprès des communautés chinoises immigrées, c'est avant tout contre le bloc soviéto-vietnamien que les régimes néo-coloniaux de la région se tournent. Les intérêts nippo-américains prévalent. Teng Hsiao-ping pense apparemment jouer sur du velours : alors même qu'il visite Bangkok, deux hautes personnalités de Pékin, Wang Tung-hsing, vice-président du PCC et Yu Chiu-li, Vice-premier ministre, arrivaient à Phnom Pen afin de rappeler le soutien apporté par la Chine au régime khmer dans son conflit avec le Vietnam.

L'APPRENTI SORCIER

Grâce à sa politique d'ouverture à l'égard du Japon, la direction chinoise espère certainement pouvoir accélérer la modernisation de ses forces armées. Elle a éprouvé des difficultés lors de ses voyages de prospection en Europe, du fait notamment des pressions soviétiques sur les marchands d'armes comme la France. Tokyo semble disposer à l'y aider et a demandé au Cocom, l'organisme chargé de contrôler les ventes de produits militaires et stratégiques aux pays socialistes, d'assouplir ses règlements.

Mais, au jeu du réarmement réciproque, la Chine risque d'être perdante. Le Japon ne possède pas l'arme atomique, mais il est intégré au système militaire américain. Les fameuses *«Forces d'auto-défense»* nipponnes comptent déjà 288 000 hommes et seraient la septième armée du monde pour l'équipement. Elle sont en voie de modernisation. Aider à réarmer le Japon, contribuer par contre au désarmement politique du mouvement ouvrier japonais face à ce danger, c'est doter de dents meurtrières la mâchoire d'un géant impérialiste. C'est jouer à l'apprenti sorcier, c'est sacrifier sur l'autel des intérêts immédiats de la bureaucratie au pouvoir ceux des peuples de toute la région, et notamment ceux du peuple chinois. Dans un contexte certes différent, ce n'est pas sans rappeler la terrible politique de Staline à l'égard de l'Allemagne à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Là aussi il s'agissait de lutter contre *«l'ennemi principal»* au prix d'un aveuglement total sur la nature réelle de la politique de Berlin face à l'URSS. **C'est l'Etat ouvrier chinois qui sera en dernière analyse menacé par le renforcement de l'alliance impérialiste en Asie orientale** favorisée par l'orientation actuelle de la direction chinoise. Orientation d'autant plus criminelle qu'elle tend à rétablir l'équilibre de la domination impérialiste régionale qui avait été profondément ébranlée par la défaite de l'intervention américaine en Indochine et qui était menacée par l'usure du régime du PLD au Japon.





Mexique

Le populisme sans avenir du parti au pouvoir

Les syndicats sont bureaucratisés, manipulés par le gouvernement, contrôlés par des dirigeants vendus au parti au pouvoir. Pourtant, la place des marxistes-révolutionnaires est en leur sein; leur tâche: construire des courants d'opposition (voir dans Inprecor no 29 - du 25 mai 1978 - la liste complète des précédents articles sur le Mexique).

L'interview de Manuel Aguilar Mora publiée ci-dessous est parue dans le numéro de *Perspectiva Mundial* du 9 octobre. Cette revue est un bimensuel socialiste-révolutionnaire publié à New-York.

Aguilar Mora est un dirigeant national du Partido Revolucionario de los Trabajores (PRT - Parti révolutionnaire des travailleurs, section mexicaine de la IVe Internationale). L'interview a été faite par Anibal Vargas.

* * *

Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) qui est le parti dirigeant au Mexique, a tenu au début du mois d'août un congrès au cours duquel il s'est déclaré être un « parti ouvrier » doté d'une idéologie social-démocrate. Quelle signification cela présente-t-il ?

Le rassemblement national du PRI a été un des événements les plus discutés de la politique mexicaine ces derniers temps. La discussion a eu pour centre le fait que pour la première fois, des divergences claires et tangibles sont apparues au sein du PRI.

Depuis 1976, le Mexique est aux prises avec la crise économique la plus grave qu'il ait connue depuis quarante ans. Mais c'est seulement maintenant, grâce au congrès du PRI, que nous voyons clairement les divisions et les fissures qui se sont ouvertes.

Ces fissures s'expriment globalement par le développement de deux grandes tendances. L'une d'elles a des liens directs avec le gouvernement et avec le Président Jose Lopez Portillo. L'autre est liée à l'aile politique de la direction des syndicats, c'est-à-dire aux bureaucrates qui ont réussi à se créer une base à l'intérieur du parti officiel lui-même.

La première tendance soutient Lopez Portillo, la politique d'austérité, la dévaluation, les accords avec le Fonds monétaire international.

Cette politique d'austérité - avec les coups qu'elle porte au niveau de vie des masses - représente une rupture avec la politique économique précédente, qui avait été associée à certaines concessions réformistes faites aux masses. Le tournant n'a pas été réalisé sans conséquences. Le gouvernement a dû payer le prix pour rendre effective sa politique. La rupture ouverte entre un secteur important du PRI et le gouvernement en a été un résultat. Bien sûr, cette situation n'en est pas arrivée au point que le PRI refuse ouvertement de soutenir le gouvernement.

Le Président Lopez Portillo était anxieux de voir Carlos Sansores Perez quitter le PRI. Carlos Sansores Perez est le président du PRI, qui a été placé à ce poste par le prédécesseur de Lopez Portillo, Luis Echevarria. Sansores Perez est un politicien profondément détesté à l'intérieur comme à l'extérieur du PRI. Il est devenu un lien avec les anciens partisans d'Echevarria, dont il y a six mois tout le monde pensait qu'ils avaient été définitivement écartés. Il émerge maintenant tout à coup comme un des principaux porte-paroles d'une politique soi-disant du peuple, ou populiste.

Que se passe-t-il ? Pourquoi un homme comme Sansores peut-il s'accrocher dans le PRI, contrairement à toutes les prévisions ?

Ce qui est arrivé, comme je le disais, c'est qu'il s'est produit une division dans les cercles officiels. Sansores a réalisé qu'il pouvait l'exploiter de façon opportuniste et démagogique. Il a manœuvré pour devenir le porte-parole des cercles liés aux bureaucrates syndicaux, qui sont de plus en plus préoccupés des mouvements de la base qui surgissent dans les syndicats qu'ils contrôlent.

Ces mouvements sont apparus dans les syndicats des travailleurs des hôpitaux, à l'hôpital général de Mexico et dans d'autres, ainsi que dans les syndicats de l'automobile et du textile. Les membres de ces organisations sont de plus en plus intéressés par les mouvements de ce qu'on appelle les syndicats accadémiques, comme celui des professeurs et du personnel des lycées, et d'autres syndicats plus petits qui ont réalisé des luttes très importantes.

Nous devons rappeler qu'en juin et juillet de l'année dernière, les plus grandes manifestations qui aient eu lieu au Mexique depuis 1968 ont été réalisées pour soutenir la grève du STUNAM (Syndicat des travailleurs de l'Université nationale autonome de Mexico). Cette grève a finalement été écrasée le 11 juillet, lorsque plus de 10000 policiers ont envahi le campus.

Ce mécontentement des travailleurs s'exprime dans les syndicats officiels contrôlés par les bureaucrates.

Un des exemples les plus marquants, les plus contradictoires et les plus ironiques en a été la manifestation du 1er Mai de l'année dernière. Plus d'un million de travailleurs, unis dans le cortège du 1er Mai, ont occupé les rues, réalisant la plus grande manifestation que Mexico ait jamais vue. La manifestation était contrôlée par les bureaucrates et, en dernière analyse, manipulée par le Président et par l'Etat, comme elle l'a toujours été. Elle représentait cependant une démonstration de force impressionnante.

En outre, nous devons mentionner la manifestation des syndicats indépendants, qui était aussi la plus importante tenue jusqu'à maintenant, et qui a réuni 20000 à 25000 personnes. Elle s'est tenue séparément parce qu'elle n'a pas pu entrer dans le cortège officiel. Les bureaucrates ont réussi à l'isoler de celle qui a réuni 1000000 de travailleurs, bien que la tactique des camarades des syndicats indépendants consistait à essayer de pénétrer dans le cortège officiel.

Le problème est qu'une force de 1000000 de travailleurs n'est pas si facile à contrôler ou à manipuler, surtout quand elle ressent directement les effets de la crise économique.

Par conséquent, le rassemblement du PRI reflétait clairement les divergences nées de la réalité sociale et politique objective du Mexique. C'est ce qu'exprime la proposition mise en avant par Sansores Perez, avec le soutien des syndicats, que le PRI devienne un «parti ouvrier». C'est de la pure démagogie ! Mais cela montre bien quel langage le PRI doit adopter avec les ouvriers : «Ne vous faites pas de souci. Voyez, vous êtes les privilégiés. Vous êtes notre force. Vous êtes les enfants chéris de ce régime; nous allons faire quelque-chose pour vous. Ce parti est le vôtre; ce n'est pas le parti des capitalistes ni celui des corps constitués.»

De l'autre côté, Rodolfo Gonzalez Guevara, le président de la Chambre des députés et le chef du groupe parlementaire du PRI, est totalement contre toute cette démagogie à propos d'un «parti ouvrier». Il craint que cela ne « fasse peur» aux capitalistes. Ils craint que ceux-ci n'expatrient encore plus de capitaux qu'ils ne l'ont fait récemment, par peur des grèves et des réactions populaires face aux mesures d'austérité imposées par le gouvernement.

Ce n'est pas tout. Le gouvernement mexicain a un caractère bonapartiste, ce qui signifie schématiquement que c'est un gouvernement bourgeois au service des capitalistes, mais qui a pour base le soutien populaire. C'est ce que nous voulons dire par bonapartiste. Toutefois, le gouvernement ne peut pas laisser échapper cette base de masse. Il veut la manipuler.

Les caractéristiques de la bourgeoisie mexicaine donnent au gouvernement bonapartiste des traits spécifiques qu'il est difficile de trouver dans d'autres pays. Alors que les masses sont la principale base de soutien, ce sont néanmoins elles qui souffrent le plus de sa politique d'austérité. C'est la contradiction de la période actuelle de la lutte de classes au Mexique. Cela explique toutes ces choses étranges, comme le fait que le régime essaie de gagner le soutien des masses alors même qu'il leur porte des coups répétés. C'est une contradiction insurmontable.

Qu'essaient de faire les organisations révolutionnaires dans cette situation contradictoire ?

Cette question touche directement au cœur de notre identité, de notre raison d'être et de notre croissance actuelle.

Je vais expliquer quelles positions les autres groupes ont prises, afin que vous compreniez pourquoi je dis cela.

D'abord, prenons les secteurs aux positions ultra-gauches qui pensent que toute lutte doit être un affrontement direct avec le gouvernement. Le résultat de cette position a été, par exemple, que la lutte du syndicat des travailleurs de l'hôpital général de Mexico, qu'ils ont dirigée, a avorté prématurément. En effet, au lieu d'utiliser leurs luttes pour atteindre la grande majorité des travailleurs hospitaliers qui font partie du syndicat bureaucratisé, ils ont simplement fourni aux bureaucrates un motif pour les mettre à la porte. C'est un exemple clair, car ils ont assimilé publiquement le syndicat bureaucratisé et le gouvernement. En fait, c'est correct, mais partiellement seulement.

L'autre aspect du problème est qu'ils oublient totalement que les membres de la base des syndicats bureaucratisés ne sont pas le gouvernement. Même si le gouvernement utilise son soutien, la base a ses propres intérêts, qui, si on les laisse s'exprimer, vont à l'encontre du gouvernement. Ce cas a montré clairement comment une ligne ultra-gauche empêche les camarades de gagner dans des luttes.

Autre chose est la tactique droitière réformiste dont le meilleur exemple est fourni par le Parti communiste mexicain. Certes, aujourd'hui, le PC tire principalement ses forces des secteurs extérieurs au gouvernement et aux fédérations bureaucratisées, c'est-à-dire des secteurs dits indépendants - les professeurs de lycée, les travailleurs des campus, les syndicats industriels indépendants, en dehors des fédérations officielles.

Néanmoins, il est de tradition au PC de devoir s'allier avec des secteurs du PRI et du gouvernement, avec des secteurs nationalistes réformistes, car il

croit que sa tâche actuelle est de lutter surtout contre les firmes impérialistes et contre les secteurs qui au Mexique sont les plus directement liés à l'impérialisme. Mais, en dernière analyse, le lien principal entre l'économie et la politique mexicaine et l'impérialisme est le gouvernement lui-même et donc le PRI.

Nous, au PRT, avons une conception différente, à la fois de celle des réformistes et de celle de l'ultra-gauche. Nous pensons que les syndicats bureaucratisés sont manipulés par le gouvernement et contrôlés par des dirigeants complètement vendus au PRI, mais que ce sont tout de même de véritables syndicats qui ont été construits par la base, notamment d'un point de vue historique. Ce sont des organisations que les masses ne vont pas quitter parce que des révolutionnaires leur disent de le faire, mais qu'elles vont utiliser le plus possible, car ces syndicats sont les armes les plus directes dont elles disposent en ce temps d'austérité.

C'est pour cela que notre politique est d'être dans ces syndicats, de construire en leur sein des courants d'opposition, ce qui implique parfois d'obliger les bureaucrates à se confronter au gouvernement, si nous ne faisons pas partie de la direction. Et cela bien que nous sachions que ces dirigeants sont inconsistants et limités, et qu'ils ne méritent aucune confiance. La base doit les remplacer par ses propres représentants **authentiques.** *Telle est, en résumé, notre ligne.*

Peux-tu brièvement décrire quelques cas spécifiques dans lesquels la résistance des travailleurs a obligé le gouvernement à adopter une attitude plus «populiste» ?

Je vais donner plusieurs exemples. Le premier est celui que j'ai déjà mentionné, celui des travailleurs du campus appuyés par les étudiants qui ont réalisé l'année dernière les plus grandes manifestations qui se soient produites au Mexique depuis 1968. Il y a eu trois ou quatre manifestations de 50 000 à 100 000 personnes. La lutte n'a pas complètement abouti, mais elle n'a pas été écrasée non plus.

En ce sens, ce fut une victoire, car les autorités n'ont pas détruit le syndicat. La police a envahi le campus et a brisé la grève. La revendication fondamentale de ce mouvement était la reconnaissance du syndicat. Auparavant, il y avait deux syndicats, un pour les professeurs et un pour les travailleurs; et maintenant, comme produit de la lutte, ils se sont unifiés. Ils cherchaient aussi à faire établir un contrat couvrant tous les travailleurs, qui aurait finalement signifié la reconnaissance du syndicat et une augmentation des salaires. Mais fondamentalement, la lutte avait pour but la reconnaissance du syndicat.

Le deuxième mouvement que je veux signaler est celui qui a été mené par les travailleurs hospitaliers de l'hôpital général, et dont j'ai aussi parlé plus haut. Là aussi, la grève a été finalement brisée. La police et des éléments armés par la bureaucratie syndicale, connus sous le nom de «vautours», sont entrés et ont brisé la grève. Mais ce fut finalement une grève très importante, car elle a concerné un syndicat qui fait partie de la structure bureaucratique elle-même et de l'appareil d'Etat : le Syndicat des employés du secteur public.

Même si elle a finalement échoué dans ses objectifs, cette grève a été un important signal d'alarme pour la bureaucratie.

Un autre cas dont je veux parler est celui des mineurs de Nacozari, dans l'Etat de Sonora (1).

Dans cette lutte, les mineurs du nord du Mexique ont eu à affronter à la fois les patrons et les bureaucrates, qui sabotaient leur défense et lui faisaient obstruction. La lutte a été réprimée, comme je l'ai dit, mais elle a montré le niveau de militantisme qui existe chez beaucoup de travailleurs.

Ces trois luttes ont obtenu un important soutien. Aussi, bien qu'elles aient été durement réprimées, elles n'ont pas été des défaites qui écrasent la classe ouvrière.

Dans ces mobilisations, il y avait deux éléments qui étaient clairement liés. L'un d'entre eux était le problème de prévenir une baisse encore plus forte du coût de la vie, c'est-à-dire le problème des salaires. L'autre élément - très important - était que des luttes de nature politique et sociale étaient menées pour le contrôle des syndicats par les travailleurs, pour l'indépendance syndicale, pour la démocratie interne. En d'autres termes, ces luttes étaient directement reliées à des buts plus larges que les stricts problèmes économiques.

Retournons un peu en arrière. Lorsque le PRI a décidé de se proclamer lui-même un «parti ouvrier»; penses-tu que cela a accéléré sa crise, que ce parti se décompose encore plus ? Y aura-t-il une situation plus favorable pour les révolutionnaires dans la prochaine période, ou de plus gros obstacles ?

Je pense qu'il y aura des situations plus favorables car il est évident que le PRI est en crise à tous les niveaux. Il est évident que le gouvernement, et par là même le parti, est dans un état de crise avancé. De fait, la crise a un plus gros impact sur le parti officiel que sur le gouvernement lui-même. Le gouvernement continuera d'exister, même s'il perd sa forme de bonapartisme. Il a beaucoup de façons de survivre, y compris en ultime instance son va-tout, une dictature militaire ouverte. Il n'y a aucun doute là-dessus.

Le PRI, de son côté, est une autre affaire. Son existence même est en jeu. Sa survie en tant que parti multiclassiste est en question, comme ses dirigeants traditionalistes les plus représentatifs l'ont montré. Son existence même en tant que parti officiel, que parti du gouvernement, que parti qui exerce réellement le pouvoir **politique** *sur les masses, est en question, maintenant que les masses récusent de plus en plus non seulement le PRI mais aussi le gouvernement.*

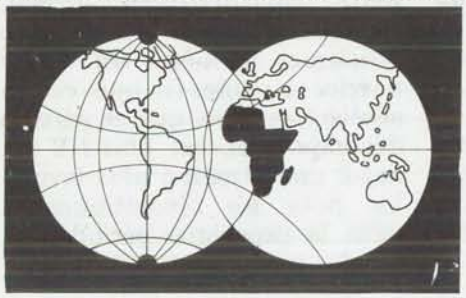
Néanmoins, à cet égard, je pense que la façon dont le PRI a choisi de se caractériser lui-

même est plus une marque de crise interne que de force. C'est pourquoi je dirais que oui, de telles caractérisations montrent des occasions croissantes pour le développement des organisations révolutionnaires, même si ce genre de choses a toujours des aspects négatifs, en cela qu'elles mènent à la confusion, rendant la situation encore plus complexe et difficile.

Mais si nous regardons l'histoire récente du Mexique et sa dynamique d'ensemble, nous voyons que, bien sûr, cette confusion persiste et ne va pas s'évanouir d'un seul coup. Ce qu'il y a de positf dans la situation actuelle, c'est que cette confusion tend à devenir un élément de plus en plus secondaire, l'aspect le moins important du processus décisif qui a maintenant lieu dans la politique mexicaine.

NOTE

1) Poussés par des conditions de vie misérables et par de bas salaires, environ 3500 ouvriers de la «Mexicana de Cobre», un complexe industriel géant qui est destiné à devenir une des plus grandes mines de cuivre d'Amérique latine et qui est financé par des banques américaines, se sont mis en grève en février. Le gouvernement de Lopez Portillo a ordonné aux soldats et aux troupes fédérales de briser la grève. En juin, une escouade d'éléments armés par la bureaucratie syndicale a envahi les maisons de trente-trois dirigeants de la grève. Les grévistes ont été ligotés, brutalement battus et jetés en prison. Quelques-uns ont été relâchés sous caution, mais on leur a interdit de retourner à la mine. Beaucoup ont dû s'enfuir pour éviter d'être constamment harcelés par la police.



Zimbabwe

Zimbabwe : la dernière période de Smith ?

En un an, 5000 blancs ont quitté la Rhodésie pour la Grande-Bretagne; car, en dépit de la nature mensongère du «passage du pouvoir» à la majorité noire, ces blancs sont démoralisés: la bourgeoisie britannique, elle-même, estime que «la Rhodésie est au bord d'un terrible abîme».

Pat JORDAN

Les attaques du régime de Smith contre les bases du ZAPU en octobre ont marqué une nouvelle escalade dans la lutte entre les forces de l'impérialisme et du racisme, et celles de la libération nationale. Ces agressions ont débuté par une attaque aérienne, le 21 octobre, contre le camp de Chikumbi, qui se trouve seulement à douze miles au nord de Lusaka, la capitale de la Zambie.

Dans les quelques jours qui ont suivi, trois autres camps ont été attaqués, à Mboroma, Kmushi et Old Mkushi. Les pertes ont été élevées : Joshua Nkomo, le principal dirigeant du ZAPU, a admis que plus de 200 hommes avaient été tués à Chikumbi et plus de 100 femmes à Mkushi. De plus, les autorités zambiennes ont déclaré que 31 de leurs soldats avaient été tués. Les Rhodésiens blancs prétendent avoir tué «1500 guérilleros».

Ainsi, une fois de plus, le sang de centaines d'Africains a été versé par les forces blanches racistes au sud de l'Afrique - mais les attaques pernicieuses des forces de Smith contre les camps de réfugiés en Zambie (et aussi au Mozambique) étaient signe de faiblesse et non de force.

Commentant ces agressions, Smith a révélé son désespoir en les reliant à une exigence de réduction du niveau des activités de guérilla au Zimbabwe. L'élément le plus important dans le choix de la date des attaques est un sentiment d'insécurité : le Zimbabwe est à la veille de la saison des pluies, où les conditions favorisent beaucoup les opérations de guerilla.

Mais, comme nous le montrerons, les précédentes agressions des forces de Smith contre de prétendues bases de guerilla au Mozambique et ailleurs ont échoué - et les dernières ne risquent pas de réussir non plus. Ces attaques peuvent seulement être comprises comme faisant partie d'un plan de dernier recours pour sauver la domination des colons blancs au Zimbabwe. Les autres éléments de ce plan sont les tentatives d'obtenir des soutiens diplomatiques pour le soi-disant contrat interne et celles de tromper effrontément l'opinion publique mondiale, en lui faisant croire que la discrimination raciale va être abolie.

«L'ABOLITION» DU RACISME DE MR. SMITH

«La fin de la discrimination raciale», titraient les journaux de Salisbury, capitale de la Rhosie blanche, le 11 octobre. Ils rapportaient les projets du Conseil exécutif du régime qui, proproclamait-on, aboliraient *«toute discrimination raciale dans les*

écoles, les hôpitaux et les zones d'habitation». Cette déclaration avait été prévue pour coïncider avec le voyage aux USA de Smith et de quelques autres.

Lorsqu'il a présenté les projets, l'évêque Muzurorewa a déclaré : *« Toute discrimination raciale est supprimée. Je suis si heureux que je pourrais sauter sur le toit »*.

Néanmoins, la grande majorité des Africains du Zimbabwe n'a pas été si impressionnée. Une dépêche de *l'Associated Press* de Salisbury, datée du 11 octobre, cite un Africain - un certain Mr. Philip Mwanza - lorsqu'il dit : *« Cela ne m'aide pas, ne me touche pas du tout - je n'ai pas assez d'argent »*. Des rapports de correspondants des journaux occidentaux indiquent que ce commentaire est révélateur des réactions africaines. Même le *London Financial Times* du 11 octobre 1978 devait noter : *« Ceux qui critiquent le gouvernement de transition disent déjà que le critère de la capacité à payer assurera le maintien de la discrimination de fait, étant donné la différence de un à onze entre le salaire moyen noir et le salaire moyen blanc»* (1).

Cela coûterait au salarié africain moyen plus de soixante fois son revenu annuel s'il voulait acheter une maison dans une des banlieues blanches de Salisbury; une opération dans un hôpital blanc lui prendrait son salaire annuel, et les frais d'études dans une école blanche - relativement bas par rapport aux autres charges - absorberaient par élève au moins 10% du salaire moyen. Les officiels rhodésiens ont, de plus, annoncé que des plans étaient à l'étude, qui augmenteraient les frais et les charges.

Mais les comparaisons qui précèdent montrent seulement une partie de la vérité. Beaucoup de blancs sont des agriculteurs indépendants et des hommes d'affaires, et leurs revenus sont beaucoup plus élevés que les moyennes citées plus haut. D'autre part, dans l'agriculture, le secteur employant le plus de travailleurs africains, le salaire moyen de ceux-ci est de moins de 300 dollars par an. De plus, en 1976, seulement 14,6% de la population africaine étaient employés dans l'économie monétarisée, l'écrasante majorité des autres étant obligés de gagner maigrement leur vie en pratiquant l'agriculture de subsistance sur *« les territoires confiés aux tribus»* appauvries.

Le commentaire probablement le plus juste à avoir été émis sur les mesures du gouvernement est celui de la Commission catholique romaine pour la justice et la paix en Rhodésie. Cette organisation siégeant à Salisbury a décrit les changements comme *« timides et tardifs»* concernant *« un petit nombre d'Africains comparativement fortunés, prudemment admis dans les réserves européennes»*.

De précédents articles dans *Inprecor* (le 27 mai, le 7 octobre, le 25 novembre 1976 et le 15 septembre et le 10 novembre 1977) ont ébauché l'arrière-plan historique de la crise au Zimbabwe et expliqué ses caractères essentiels. Ici nous mettrons à jour cette analyse et nous éclairerons certains des traits les plus significatifs de la situation.

UNE LOI SUR L'OCCUPATION DES TERRES

Mais un des aspects des projets du Conseil exécutif a une signification autre que symbolique. C'est la proposition d'abolir la loi sur l'occupation des terres. Cette législation est la clé de la forme spécifique de l'oppression raciste au Zimbabwe : en imposant une répartition rigide de la terre suivant des critères racistes (2), elle a procuré une base à la domination et à l'exploitation de six millions d'Africains par environ un quart de million de blancs.

Les projets du Comité exécutif accusent, dans son essence, la continuation du système. Même si on laisse de côté l'aspect financier, seule une petite poignée d'Africains pourrait acheter des fermes dans les anciennes zones blanches car deux amendements de loi sont destinés à *« garantir le niveau actuel des normes»* dans les zones blanches existantes.

Ces amendements consistent en des dispositions stipulant qu'une seule famille soit autorisée à occuper une propriété et pour qu'une famille soit définie comme comprenant seulement les parents et leurs enfants. De cette manière, l'occupation et la culture communales des terres - comme elles sont pratiquées dans les territoires confiés aux tribus - sont interdites. C'est ainsi que ces amendements ne permettent que l'agriculture capitaliste.

En raison de tout cela, nous pouvons définir cette soi-disant abolition du racisme comme n'étant pas grand chose de plus que de la poudre aux yeux destinée à appuyer les efforts de Smith et de ses fantoches noirs pour obtenir la reconnaissance diplomatique de leur contrat interne. Seuls les éléments bourgeois de la population africaine en profiteront.

LE CONTRAT INTERNE - UN COUP DE DES QUI A ECHOUE

Le 3 mars de cette année, Smith a signé ce que l'on appelle le contrat interne avec le chef Chirau, l'évêque Muzorewa et Ndabaningi Sithole. Le terme « interne » est utilisé car ces messieurs sont supposés être les nationalistes internes, c'est-à-dire ceux qui opèrent à l'intérieur du pays, en opposition à ceux qui sont exilés, comme Mugabe et Nkonmo. D'après ce contrat, un gouvernement par interim ou de transition a été mis sur pied pour administrer le pays jusqu'à ce que la passation du pouvoir à la majorité noire puisse avoir lieu le 31 décembre 1978. Les élections pour un parlement devaient avoir lieu en décembre de cette année.

Quand ils ont signé l'accord, Muzorewa et Sithole ont capitulé sur la revendication clé du

mouvement nationaliste au Zimbabwe - *« Une personne, une voix »*. Ils l'ont fait lorsqu'ils ont accepté des listes séparées pour voter, qui sont faussées de un à neuf en faveur des blancs. Mais même cela ne suffisait pas à Smith : en plus, on a donné aux blancs un pouvoir virtuel de veto dans le parlement envisagé (3).

Les corps mis sur pied par le contrat interne sont destinés à donner l'apparence d'une réelle coalition : le Conseil exécutif est formé de Smith, Chirau, Mozurewa et Sithole; en dessous, il y a le Conseil des ministres, composé de neuf ministères, chacun ayant un ministre noir et un ministre blanc. En fait, c'est la loi des blancs qui continue. Le contrôle des opérations militaires est exercé par le Conseil de guerre, composé des chefs de l'armée et de la police, tous blancs. L'administration, le système judiciaire, l'armée et la police sont les mêmes qu'auparavant. La farce que représentent les ministères partagés a été démontrée par l'affaire Hove (4).

Le but principal du contrat interne - auquel on a accordé une grande importance dans ces accords - était la fin de la guerre de guerilla. Muzorewa et Sitholo ont prétendu de façon extravagante avoir une grande influence sur les guerillas; ils doivent maintenant en être gênés. Au lieu de s'arrêter, la guerre continue, et la situation militaire s'est détériorée pour le régime blanc.

LA SITUATION MILITAIRE

Une indication du niveau de la guerre est montrée par le nombre des victimes donné par les autorités blanches. Ces chiffres sont, bien sûr, malhonnêtes. Les civils innocents massacrés par les forces de Smith sont comptés comme des guerilleros tués. Dans d'autres cas, ils considèrent les Africains, tués en fait par les forces blanches, comme des victimes des guerillas nationalistes. Ceci étant dit, ces chiffres fournissent une échelle comparative qui montrent l'évolution de la guerre et son importance.

Les chiffres du commandement militaire rhodésien pour septembre 1978 indiquent que c'est jusqu'à présent le mois le plus sanglant de la guerre, avec plus de 800 morts. Les chiffres d'octobre ont presque atteint le même niveau - le 31 octobre, le commandement militaire rhodésien annonçait que 654 personnes étaient mortes de la guerre ce mois-là.

En regardant la lutte de plus près, nous voyons que la guerre se passe à deux niveaux : d'abord, il y a les activités de guerilla, destinées à affaiblir, briser et détruire le pouvoir de l'administration blanche. Dans ce domaine, il n'y a aucun doute que les actions de guerilla augmentent. Un nombre croissant d'écoles ont été obligées de fermer, de larges secteurs de l'administration se sont effondrés, et dans beaucoup de régions les impôts ne sont pas payés. Alors qu'il n'y a pas de véritables zones libérées, la loi du gouvernement est contestée quotidiennement dans pratiquement tout le pays en dehors des centres urbains blancs. Dans certaines grandes régions, particulièrement à l'Est, plusieurs services - l'éducation et le transport par exemple - sont ouvertement soumis à la supervision de la guerilla.

Un autre aspect majeur de la guerre est celui de la confrontation directe entre les guerillas nationalistes et les forces armées rhodésiennes. Là, cela se passe différemment. Presque chaque fois que des détachements de guerilleros ont été obligés de se battre directement contre les forces rhodésiennes, ils ont été assez faiblement dispersés et mis en fuite, souffrant habituellement des pertes très lourdes. De plus, les forces de guerilla ont eu beaucoup de difficultés à parer aux attaques faites par les forces rhodésiennes contre leurs camps dans d'autres pays.

Mais cette supériorité militaire des forces rhodésiennes a une base extrêmement faible et dépend complètement du moral des blancs.

En dépit de l'incapacité des forces de guerilla à mettre fin aux agressions contre leurs camps, ces attaques ont complètement échoué dans leur but principal : réduire le nombre de guerilleros actifs et entraînés agissant au Zimbabwe.

Lors des six principaux raids au Mozambique durant deux ans, jusqu'au mois d'août de cette année, les forces de Smith prétendent avoir tué 3500 des guerilleros nationalistes africains et de leurs partisans, et avoir détruit des centaines de tonnes d'armes et de munitions (depuis août, le régime de Smith tend à ne plus faire de rapports détaillés sur les raids). Néanmoins, pendant la même période, le nombre de guerilleros opérant au Zimbabwe est passé - d'après les propres chiffres du régime de Smith - de 1200 à plus de 8000.

LA DEMORALISATION DES BLANCS

Une plaisanterie amère très répandue dans la presse rhodésienne blanche consiste à dire qu'il y a maintenant 250000

*Le chef Chirau : dirigeant de la soi-disant Organisation populaire unie du Zimbabwe, et sur cette base un des quatre signataires du contrat interne. En réalité, c'est un parfait fantoche dont le salaire de chef est payé par le régime de Smith.

*« Coloured » : terme légal désignant les personnes d'origine raciale mélangée.

*Les Etats du front : les Etats africains noirs indépendants qui sont sur la ligne du front (c'est-à-dire à la frontière, ou près de la frontière du Zimbabwe). Chacun de ces régimes bourgeois (l'Angola, le Botswana, le Mozambique, la Tanzanie et la Zambie) a de fortes raisons intérieures pour vouloir que la lutte se termine sans mobilisation de masse. C'est pourquoi, malgré leurs divergences tactiques, ils sont tous concernés par le projet impérialiste d'une solution néo-colonialiste qui mettrait fin à la crise.

*Contrat interne : l'accord signé le 3 mars de cette année entre Smith, Chirau, Muzorewa et Sithole. Les termes et le contenu de cet accord sont expliqués dans le texte.

*Robert Mugabe : dirigeant du ZANU depuis 1975, formellement élu président en 1977.

prisonniers financiers blancs en Rhodésie. Cela se réfère au fait qu'un très grand nombre de blancs partiraient volontiers, s'il n'était pas interdit à ceux qui sortent du pays d'emporter plus de 1450 dollars par famille, et seulement la moitié de cette somme pour les célibataires (sur ce montant, seule une petite partie peut être prise en monnaie étrangère, ce qui est un gros problème pour ceux qui partent, étant donné le statut illégal de la Rhodésie).

Il y a eu une énorme ruée sur les réservations de places d'avion. Tous les vols permettant de sortir du pays jusqu'à la fin de l'année étaient complètement réservés dès le mois d'août. L'émigration nette des blancs est actuellement estimée à environ 1000 personnes par mois en moyenne. En septembre, 1776 blancs ont voté avec leurs pieds en s'en allant, alors qu'il n'y avait que 286 nouveaux immigrants blancs. Ceci faisait une perte nette de 1490 personnes - la plus haute jamais enregistrée.

Le nombre croissant de Rhodésiens blancs arrivant en Grande-Bretagne a créé des problèmes à certaines autorités locales, qui doivent s'occuper d'eux en raison de la loi sur les personnes sans logis. Les chiffres exacts ne sont pas disponibles. Car les Rhodésiens sont en possession de passeports britanniques et ne sont pas comptés séparément. Néanmoins, le *London Observer* du 17 septembre estimait qu'au moins 5000 Rhodésiens blancs étaient retournés en Grande-Bretagne pour s'y installer en un an, de la fin août 1977 à la fin août 1978.

Les blancs sont démoralisés par la situation générale de crise, mais trois choses en particulier ont aggravé leur manque de confiance :

- Le « contrat interne », qui parle de régime à majorité noire. En dépit de la nature mensongère de l'opération, beaucoup de blancs considèrent qu'elle enregistre le fait que le passage du pouvoir à la majorité noire est inévitable et qu'ils sont appelés à faire des sacrifices (y compris le combat et la mort) pour un Etat qui deviendra noir.
- La croissance des opérations de guerilla et leur extension aux centres urbains. Il est maintenant admis qu'il y a une présence importante de la guerilla à Bulawayo (la deuxième ville du pays) depuis au moins un an, et il est probable qu'il y ait une présence similaire mais plus faible à Salisbury même. Les blancs ont été particulièrement touchés par les combats qui se sont déroulés entre la police et les guerilleros dans les *townships* africains de Salisbury. De plus, il y a maintenant d'importantes activités de guerilla dans trois *« territoires confiés aux tribus »* - Chinamora, Masembuka et Msana - dont les limites sont seulement à dix miles à l'est de Salisbury. Dans pratiquement tout le pays, il est maintenant très dangereux pour les blancs de voyager sur les routes, sauf dans des convois extrêmement protégés. Juste à la sortie de Salisbury, des écriteaux de la police avertissent les gens qu'ils ne doivent pas se déplacer après trois heures de l'après-midi.
- Le troisième facteur a été l'impact croissant de la guerre sur le secteur agricole de l'économie rhodésienne blanche.

* L'évêque Muzorewa : dirigeant de l'UANC. Signataire du contrat interne.

* Joshua Nkomo : dirigeant du ZAPU et fondateur du mouvement nationaliste moderne au Zimbabwe.

* Le révérend Ndabaningi Sithole : fondateur du ZANU et son principal dirigeant jusqu'en 1975, où il perd le soutien de la majorité des membres du ZANU. Il a refusé d'accepter son remplacement par Mugade. Signataire du contrat interne.

* Townships : zones de la périphérie des centres urbains destinés au logement des Africains.

* Territoires confiés aux tribus : la plupart des terres, distribuées selon des critères tribaux, allouées aux Africains d'après la loi sur l'occupation des terres (voir note 2). Cette terre est généralement pauvre et usée. Les zones des « tribal trust lands » peuvent être expropriées sans compensation si elles sont réclamées pour des mines ou pour « des raisons de sécurité ». La plupart sont sous la loi martiale, mais de plus en plus, le régime de Smith perd le contrôle de ces zones.

« LA RECOLTE DE LA PEUR »

L'agriculture est l'un des trois piliers de l'agriculture rhodésienne. Elle procure plus d'un tiers du total des emplois salariés et des bénéfices du commerce extérieur, ainsi qu'une part importante de l'approvisionnement local aux industries du pays. La production agricole totale avait une valeur de 750 millions de dollars en 1977.

Dans la dernière période de la guérilla, les nationalistes ont lancé une grande campagne contre les agriculteurs blancs. Des fermes blanches ont été brûlées et les guerilleros ont obtenu des succès croissants en persuadant les ouvriers agricoles noirs d'arrêter le travail.

Ces opérations se sont étendues jusque près de Salisbury : pendant la troisième semaine de septembre de cette année, trois fermes ont été brûlées dans le district de Shamva, à seulement quarante miles de Salisbury.

Dans certaines zones, le niveau des activités de guerilla est très intense. Le *London Observer* rapportait par exemple le 29 septembre que *« dans la région de Melsetter (près de la frontière du Mozambique) la guerilla, rien que cette année, a tué 25 Européens,, sur une population de 200 à 300 personnes »*.

Il en résulte que plus de 200 fermes sont maintenant officiellement considérées comme vides et qu'une demi-douzaine de districts agricoles, dont plusieurs sont à moins de cent miles de Salisbury, sont plus ou moins abandonnés en raison de la menace constante de la guerilla. Ce n'est encore qu'une petite partie des fermes blanches inscrites au registre,

mais le nombre d'agriculteurs blancs en Rhodésie est tombé de 6100 en 1972 - année où la guerilla a sérieusement commencé - à 5800, et il continue à diminuer.

L'inquiétude des agriculteurs se reflète dans les publications rhodésiennes blanches officielles. Le numéro de septembre de *Illustrated Life Rhodesia* appelait la saison à venir la *«récolte de la peur»* et disait : *«Les yeux des guerilleros sont fixés sur les fermes rhodésiennes. Les insurgés cherchent à pousser les hommes à quitter la terre en les terrorisant et en rendant impossible aux cultivateurs de planter et de moissonner leurs récoltes»*. Un rapport de la *Financial Gazette* de septembre disait que : *«la plupart des agriculteurs remettent les plantations au dernier moment possible, le temps d'essayer d'estimer le cours probable des événements pour l'année suivante»*.

UNE NOUVELLE BAISSE DE LA PIB

On s'attend à ce que l'économie rhodésienne blanche voit diminuer (jusqu'à 8%) sa production intérieure brute réelle pour la quatrième année successive, après une baisse d'environ 10% en 1976 et 1977. La plupart des études estiment que l'économie en termes réels s'est déjà dégradée de plus de 15% depuis son apogée en 1974.

Une des conséquences les plus graves de cette baisse a porté sur l'emploi des Africains. Le chômage augmente maintenant au rythme de 1000 chômeurs de plus par mois. On estime que la force de travail africaine totale est tombée à moins de 900000 personnes, et ceci à un moment où il faudrait créer environ 70000 emplois par an rien que pour se mettre au niveau de la croissance de la population, qui atteint près de 38% et se trouve parmi les plus fortes du monde.

En conséquence, et parce que l'inflation est plus forte que les augmentations de salaires, il y a eu une progression des luttes de la classe ouvrière. Fin juillet, plus de 500 travailleurs africains des mines de chrome rhodésiennes ont fait grève pendant deux jours. Au milieu d'août, tous les travailleurs africains de la mine de Mangula, la plus grande mine de cuivre du Zimbabwe, se sont mis en grève. Au cours de cette dernière lutte, la police a tiré sur une manifestation de grévistes, en tuant quatre, en blessant beaucoup d'autres. Ces développements inquiètent particulièrement le régime, car la classe ouvrière africaine était restée relativement passive durant les quelques dernières années, en raison d'une répression draconienne.

LA CRISE POLITIQUE DANS TOUS LES SECTEURS

Le 6 septembre, le gouvernement provisoire a laissé entendre qu'il ne serait plus possible d'observer la date du 31 décembre pour la *«passation du pouvoir à un gouvernement à majorité noire»*.

Commentant cela et le discours de Smith dans lequel il annonçait l'introduction de la loi martiale, le *London Financial Times* du 12 septembre 1978 disait que ces facteurs donnaient une nouvelle confirmation du fait que le *«contrat interne était un coup de dés qui avait échoué»*. Le jour suivant, il publiait un article de fond intitulé : *«Rhodésie : expiration du temps et des possibilités de choix»*; cet article commençait en notant : *«Il est possible que la Rhodésie soit au bord d'un terrible abîme...»*. Ces remarques de l'organe principal de la bourgeoisie britannique résument convenablement la situation devant laquelle se trouve le régime de Smith.

Le 29 septembre, Ian Smith a confirmé ce qu'il avait laissé entendre et constaté qu'il ne serait plus possible de réaliser la passation du pouvoir à la majorité noire le 31 décembre. Dans sa phraséologie élliptique bien connue, il a dit que c'était pour des raisons *«purement mécaniques»* et que *«le calendrier de la passation du pouvoir... se déroulerait maintenant pendant les premiers mois de 1979»*.

Muzorewa s'est déclaré « furieux » de cette déclaration et Sithole a parlé des conséquences de ce qui arriverait si la date du 31 décembre n'était pas maintenue. Ce qui met ces messieurs en colère, c'est la façon dont Smith, en annonçant cette nouvelle unilatéralement, a dévoilé la nature artificielle du gouvernement provisoire. Il n'est pas exclu que ces fantoches se

lancent dans la démagogie ou dans des manœuvres pour essayer de maintenir leur popularité déclinante, mais dans la dernière période, leurs principales attaques ont porté contre la guerilla. Parlant à Londres le 31 octobre - deux jours après la déclaration de Smith - Sithole annonçait : *« Nous nous occuperons de tous ces Zimbabwéens qui veulent la ruine de notre pays. Nous les traiterons comme nos ennemis... »*.

Comme on pouvait s'y attendre dans de telles circonstances, la bande d'assassins et d'opportunistes qui ont formé le Conseil exécutif ont commencé à entrer en conflit les uns avec les autres. Les difficultés entre les partis de Muzorewa et de Sithole sont, à ce stade, très sérieuses.

Le numéro du 8 octobre du *London Sunday Times* rapportait que l'UANA de Muzorewa et le ZANU de Sithole avaient tous les deux lancé des memorandums accusant l'autre d'intimidation, de meurtre et de viol dans le but de gagner des votes pour les élections à venir.

Le journal citait le secrétaire aux relations publiques de l'UANC, qui a déclaré : *« Notre peuple vit dans l'ombre de la peur et de la mort. Les bandes du ZANU (de Sithole) rôdent et propagent la terreur dans le cœur de notre peuple sans défense »*. Il continuait en accusant les membres du ZANU (de Sithole) *« d'attaques à main armée, voies de fait, intimidations, harcèlement et meurtres sans pitié »*.

Un communiqué équivalent du parti de Sithole déclarait *« l'intention de l'UANC est de détruire le ZANU, de le discréditer et de détruire le gouvernement provisoire. Ils réalisent maintenant qu'ils ne gagneront pas les prochaines élections et cherchent un moyen de se retirer des accords de Salisbury »* (c'est-à-dire du contrat interne).

le *Sunday Time* du 22 octobre continuait en rapportant que Muzorewa comme Sithole avaient des mini-armées privées - chacune forte d'environ 700 hommes - qui réalisent des perquisitions et menacent les membres des tribus qui ne peuvent pas exhiber la carte du parti qu'il faut.

LE MASQUE LIBERAL TOMBE

Les premiers jours après la signature du contrat interne, le gouvernement provisoire affectait d'être libéral. Il relâchait un certain nombre de prisonniers et autorisait le fonctionnement des partis au front patriotique.

Ce simulacre a bientôt été abandonné et le gouvernement par interim s'est montré de plus en plus répressif. Il a poursuivi une politique de massacres réguliers de civils innocents et non armés sous le prétexte d'opérations antiguerilla. Il a poursuivi le déracinement brutal de communautés entières emmenées dans des « villages protégés ». Il a de plus en plus recouru aux meurtres individuels de nationalistes - et même le reporter de la *British Broadcasting Company*, Jushia Nyoka, a été rendu au silence de cette façon à la fin août. Mais ce n'était pas suffisant, et le régime a été obligé d'introduire de nouvelles mesures.

L'exemple le plus significatif en a été l'introduction de la loi martiale. Un arrêté passé à Salisbury le 25 septembre et signé par le président actuel, Everard, et par Sithole, mettait de grandes parties du pays - près d'un cinquième de sa surface, y compris des districts à moins de douze miles de la capitale - sous la loi martiale. D'après cet arrêté, les tribunaux militaires ont ce pouvoir de condamner à la peine de mort les guerilleros et les gens qui les recrutent ou les aident. Il donne aussi à tout membre de la police, de l'armée ou du ministère des affaires étrangères, le pouvoir de détention illimitée sans jugement.

Une nouvelle déclaration du 31 octobre étendait cette loi martiale à d'autres régions importantes. Suivant les estimations données par le *London Financial Times* du 1er novembre, *« trois millions de personnes, parmi les sept millions de Rhodésiens, vivent maintenant dans des zones où l'armée a tout le pouvoir... »*

LA CONSCRIPTION POUR LES AFRICAINS

Le 16 septembre, le gouvernement de transition annonçait que désormais les Africains seraient envoyés à l'armée et auraient les mêmes obligations militaires que les blancs. Ils en étaient auparavant exemptés - ceux qui faisaient partie des forces armées étaient des volontaires. Tous les hommes blancs, asiatiques et *coloured* entre 18 et 25 ans doivent effectuer 18 mois de service. Ensuite, la plupart d'entre eux, jusqu'à 38 ans, sont astreints à six mois par an de service actif. Même ceux qui ont entre 38 et 50 ans sont maintenant enrôlés jusqu'à dix semaines par an. Ceci, bien sûr, est source d'un grand mécontentement chez les blancs, et d'une pénurie croissante de main-d'œuvre qualifiée blanche.

Il est très improbable que le régime ait les ressources, financières et autres, pour accroître

---

*UANC : Conseil national africain uni (United African National Council), l'aile dirigée par Muzorewa du Conseil national africain (ANC). Le dernier ANC a vu le jour en 1974. C'était le résultat d'une des nombreuses tentatives d'unifier le mouvement nationaliste du Zimbabwe. De fortes pressions ont été exercées sur les dirigeants du ZANU, du ZAPU et d'autres groupes par l'Organisation de l'unité africaine, pour qu'ils reconstruisent l'ANC qui avait existé autrefois. En 1975, après que Nkomo en ait été élu président, l'ANC s'est divisée en deux : l'UANC et l'ANC (Zimbabwe) dirigée par Nkomo. Les partisans de Nkomo utilisent encore le nom d'ANC Z) à l'intérieur du Zimbabwe.

*ZANU : Union nationale africaine du Zimbabwe (Zimbabwe African National Union), fondée en 1963 par une scission du ZAPU dirigé par Sithole. A cette époque, Sithole avait fait une critique de gauche de la direction de Nkomo sur le ZAPU. Peut-être à cause des liens avec la bureaucratie de Moscou, le ZANU a-t-il été influencé par le maoïsme, mais cette influence semble diminuer.

la taille de l'armée. Les nouveaux appelés ne pourront pas non plus influer énormément sur l'issue de la guerre, étant donné qu'il faut au moins six mois pour entraîner des soldats à participer à des opérations antiguerilla.

Cette mesure doit être considérée en partie comme une concession aux blancs, et en partie comme un nouvel instrument de répression et d'intimidation contre la population africaine. Mais c'est aussi un mouvement désespéré - qui a déjà accru le ressentiment des Africains contre le gouvernement provisoire. Dans les conditions actuelles, l'armement des conscrits africains est une entreprise extrêmement risquée pour le régime de Smith. Le 31 octobre, le gouvernement a reçu une déclaration signée par plus de 800 étudiants noirs disant qu'ils refuseraient de servir dans les forces armées rhodésiennes s'ils y étaient appelés. Cette action courageuse des étudiants est un indice de l'opposition de masse à la mobilisation.

LES IMPERIALISMES BRITANNIQUES ET US A LA RESCOUSSE ?

Le régime Smith, avec sa détermination têtue et inflexible à protéger les intérêts des colons blancs, gêne l'impérialisme occidental lorsque celui-ci tente de trouver une solution néo-colonialiste au Zimbabwe. Mais l'impérialisme a besoin du régime de Smith, au moins pour une période transitoire, le temps qu'il mette sur pied un accord qui assurera à sa domination une forme plus durable et plus stable.

La soi-disant conférence de tous les partis qu'Owen, ministre des Affaires étrangères britannique, et Vance, du Département d'Etat US, essaient de réaliser, est une tentative pour obtenir l'instrument ayant la base la plus large possible pour assurer que le changement de régime n'engendrerait pas des luttes de masse incontrôlées.

Les directions du Zanu et du ZAPU se sont, chacune à leur manière, accomodées de ces tentatives. Alors qu'ils sont visiblement sincères dans leur désir de renverser Smith, ils refusent de former un véritable front uni et, au lieu de cela, manœuvrent avec les directions bourgeoises des Etats du front et avec l'impérialisme. Ils ont les yeux fixés sur les gains qu'ils pourraient tirer à prendre part au gouvernement et à l'administration après la chute de Smith. Ils ne mettent pas en avant un programme qui combinerait la lutte de libération nationale avec une véritable révolution sociale. C'est pour cela qu'ils n'ont pas été capables de mobiliser les masses urbaines africaines.

Ils aident donc l'impérialisme - de même que les Soviétiques et les Chinois et que leurs alliés du front - dans leurs efforts pour trouver une solution néo-colonialiste.

*ZANU (Sithole) : nom donné aux faibles forces qui entourent Sithole depuis qu'il a perdu la direction du ZANU. Sithole prétend que c'est le «vrai» ZANU - mais à l'évidence sa base est en réalité très faible. Néanmoins,c'est sur la base du fait qu'il était dirigeant de ce groupe que Sithole est devenu un des signataires du contrat interne.

*ZAPU : Union populaire africaine du Zimbabwe (Zimbabwe African People's Union), fondée en 1961 pour succéder au Parti national démocratique qui avait été interdit. Ce parti était lui-même le successeurs d'une série d'organisations interdites. Le ZAPU a été interdit en 1962 et depuis, ses membres doivent travailler clandestinement au Zimbabwe.

Mais il y a un autre acteur sur la scène : les masses africaines du Zimbabwe, dont les aspirations se reflètent - quoique de façon déformée - dans la lutte de ceux qui combattent pour la libération nationale. Ce vaste mouvement social exerce une très forte pression sur les directions du ZANU et du ZAPU. Il en résulte une tension continuelle, et des luttes à l'intérieur des rangs de ces organisations. Comme les directions de Nkomo et de Mugabe n'ont, toutes les deux, été capables de garder le contrôle que par des moyens bureaucratiques, leur marge de manœuvre est limitée et chacune a peur d'être débordée à gauche par sa propre base, et à droite par l'autre parti.

Il en résulte que le chemin de la conférence de tous les partis est difficile, et qu'il est particulièrement malaisé d'incorporer les directions nationalistes dans un projet néo-colonialiste complet. Jusqu'à ce que se réalise cette incorporation - totalement ou en partie - l'impérialisme occidental a besoin de Smith. C'est la raison du soutien que son régime a reçu dans les coulisses, alors même qu'il était condamné officiellement.

De ceci découle une autre conséquence : s'il doit choisir entre un écroulement total et incontrôlé du régime de Smith et l'intervention militaire, l'impérialisme occidental choisira la deuxième solution. La seule matière à discussion sera la forme précise de cette intervention militaire, et sous quels auspices elle sera réalisée.

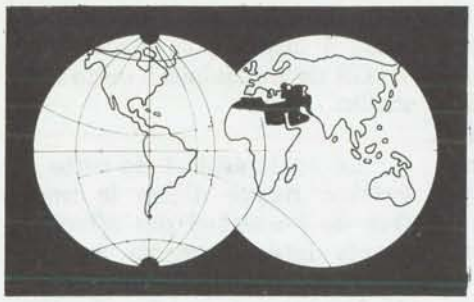
NOTES

1) En 1976, d'après les dernières statistiques disponibles, les gains moyens annuels pour les blancs, les Asiatiques et les «coloured» étaient d'environ 8000 dollars, alors que pour les Africains, ils n'étaient que d'à peu près 740 dollars.

2) D'après la loi sur l'occupation des terres. on a alloué environ 45 millions d'acres aux Blancs et autant aux Africains, ce qui fait à peu près 7 acres par Africain et 147 acres par blanc. De plus, les terre les plus riches ont été données aux blancs.

3) Des changements importants dans la Constitution ne peuvent être faits sans l'approbation de 78 membres du Parlement. comme 28 des 100 sièges ont été attribués aux blancs, cela signifie que tous les Africains et au moins six blancs devraient voter pour de tels changements. Parmi les mesures qui seraient affectées par le veto des blancs, on compte la réforme agraire et les nationalisations.

4) Byron Hove, «co-ministre» africain de la justice, a offensé le régime en demandant que des Africains soient embauchés de façon préférentielle dans la police et la justice. Il a été révoqué fin avril et a dû fuir le pays pour éviter d'être arrêté.



Algérie

Vers l'autodissolution des staliniens dans le parti unique

La politique pratiquée par les staliniens en Algérie a déjà «fait ses preuves» au Soudan, en Egypte, en Syrie et en Irak, se soldant régulièrement par des bains de sang. Or, l'indépendance de classe du prolétariat, impliquant l'existence d'organisations communistes, est une condition indispensable pour résoudre la crise de la société algérienne au profit des masses populaires.

S. AKLI

De report en report, le premier congrès du FLN depuis 1964 devrait finalement avoir lieu dans les mois qui viennent. Il serait fixé pour le mois de novembre. Mais la tenue du Congrès de l'Union des femmes, puis la préparation et la réunion de celui de l'Organisation de la jeunesse (UNJA), prévu pour octobre, peuvent amener le pouvoir à le reporter encore une fois.

En effet, avant de réunir son propre congrès, le Parti doit réunir ceux de ses organisations de masse. Ainsi, en l'espace de trois mois, se sont tenus successivement les congrès du Syndicat ouvrier (UGTA), de l'Union paysanne et de l'organisation des moudjahidines (anciens combattants). De toute cette avalanche de congrès, seuls ceux de l'UGTA et de l'UNJA revêtent une certaine importance politique, dans la mesure où les dernières mobilisations de masse ont surtout mis en mouvement les ouvriers et les étudiants.

Clou du spectacle, le congrès du FLN, pour sa part, n'a d'importance qu'en regard de la crise politique qui secoue les classes dominantes algériennes et... de l'attitude que va adopter à son égard la direction du PAGS (1).

LE CONGRES DE LA RENOVATION ?

Durant les premières annees de l'indépendance, le FLN continua à bénéficier du prestige de Parti de libération nationale. Il put ainsi continuer à entretenir de fortes illusions au sein des masses sur sa nature de classe.

Après le coup d'Etat de Boumédienne, en 1965, la «gauche du FLN» et l'ex-PCA tentèrent de mettre sur pied une «organisation de résistance populaire» (ORP). Mais la répression eut vite fait de venir à bout de ce projet de structuration d'une opposition clandestine.

Confié à Kaïd Ahmed, en vue d'une rénovation, le FLN s'attela dès lors à la normalisation des organisations de masse récalcitrantes. Pour l'UGTA, ce fut chose faite dès 1969. Quant à l'UNJA, elle fut dissoute en 1971. Cette politique acheva d'ôter au FLN toute base militante; il fut réduit dès lors à à un appareil bureaucratique, sans grand rôle politique dans la société algérienne, mais pouvant servir dans bien des cas d'excellente couverture pour se lancer dans les affaires

Le régime fut secoué par une série de crises qui entraînèrent l'éviction politique de Kaïd Ahmed - qui rejoignit peu après l'opposition «libérale» bourgeoise - puis celle de son successeur Chérif Belkassem en 1974. A partir de ce moment-là, la direction du FLN est confiée à un homme politiquement insignifiant, Messaadia.

Boumédienne tira alors les leçons de la crise ouverte au sein du régime à propos du lancement et de l'application de la «révolution agraire» où, malgré son ascendant sur les masses, il s'était retrouvé sans répondant militant et avait été obligé d'accepter le soutien actif du PAGS, face à l'hostilité de l'appareil FLN. Il décida de construire au plus vite un parti sur mesures, bonapartiste, capable d'organiser la base de masse qui lui fournit son image de *«bienfaiteur patriarcal de toutes les classes de la société»*.

Un mois après la crise de l'été 1974, conclue par un compromis, il s'exprimera clairement à ce sujet dans une interview accordée à la revue égyptienne, *El-Taliaa*. Il y disait : *«Jusqu'à l'indépendance, nous formions un front de libération au sens large du mot. Aujourd'hui, tandis que nous nous apprêtons à entamer une nouvelle phase (la révolution socialiste), nous avons besoin d'un parti socialiste d'avant-garde, constitué uniquement de cadres socialistes regroupés autour d'un programme bien défini et d'une ligne politique unifiée.»* L'idée va faire son chemin et amener Boumédienne à imposer un avant-projet de charte nationale en juin 1976, définissant au futur les tâches du parti d'avant-garde, sans jamais écrire une seule fois le nom du FLN. Mais l'énorme pression exercée au cours du débat public précédant le referendum, particulièrement

sur cette question du parti, obligea le bonarparte à battre en retraite et à accepter un texte amendé, attribuant explicitement au FLN ce qui était censé être les tâches du « parti d'avant-garde ».

Dès lors Boumédienne et ses partisans vont formellement reprendre le vieux thème de la rénovation du FLN. Mais les plébiscites de la constitution bonapartiste et du candicat unique du parti, l'élection d'une assemblée-croupion et le remaniement ministériel ont nettement accentué la concentration des pouvoirs entre les mains du Président.

AFFRONTEMENTS INTER-BOURGEOIS ET LUTTES DE CLASSES

Cependant, l'accentuation de la lutte des classes que connaît l'Algérie depuis environ dix-huit mois a partiellement modifié les données de la situation. En effet, la très importante vague de luttes étudiantes et surtout ouvrières du printemps et de l'été 1977 a considérablement relativisé les affrontements inter-bourgeois. **Devant le danger que représente pour le régime tout entier les mobilisations populaires, les divergences politiques sont passées au second plan.**

Or, le mieux à même de désamorcer le mécontentement populaire demeure à ce jour Boumédienne. D'où sa montée en première ligne face aux mobilisations ouvrières. Boumédienne en profite pour rappeler à tous ses détracteurs bourgeois le rôle-clé qu'il continue de jouer dans le dispositif d'exploitation et d'oppression des masses algériennes. Mais il doit aussi s'efforcer de redonner aux yeux des masses une virginité au FLN. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre le renouvellement de l'appareil du parti, à l'œuvre depuis plusieurs mois déjà, sous la direction du nouveau responsable Yahyaoui.

Les hommes qui sont choisis pour remplacer les bureaucrates compromis le doivent beaucoup plus à la confiance personnelle dont ils peuvent jouir auprès de Yahyaoui qu'à leur appartenance à une fraction bourgeoise précise. On s'efforce de faire appel à des hommes « neufs », d'attirer les intellectuels. Ainsi la désignation d'un intellectuel réputé, Benachenou, à la tête de la Commission économique du parti ne vise qu'à mettre en relief la soi-disant nouvelle image du FLN, sous le signe de « l'intégrité » et de la « compétence ». Cette manière classique de poser le problème attise bien entendu certaines luttes d'appareils. C'est ce qui a amené Yahyaoui, au moment du congrès de l'UGTA, à en découdre avec l'alliance Messaadia-Benikous (respectivement responsable du FLN et secrétaire général de l'UGTA), alliance essentiellement scellée par deux conservatismes d'appareils, menacés au même moment par le même danger.

Les divergences d'intérêt entre les différentes cliques et fractions bourgeoises n'ont évidemment pas diparu. Malgré toutes les précautions prises, l'épreuve de force pourrait même éclater durant le prochain congrès, en particulier lors des élections pour la direction.

En conséquence, chacun prépare les batailles d'appareil futures et bat le rappel de ses troupes. Par exemple, dans une circulaire interne à son ministère, Belaïd Abdesselam incite énergiquement ses cadres à rejoindre le parti : *« Cette adhésion constitue un acte extrêmement important, de nature à renforcer les organisations concernées d'une part, et d'autre part à battre en brèche l'action de tous ceux qui veulent faire des cadres une catégorie à part et qui utilisent à cet effet, comme argument, la non-adhésion de certains cadres au parti »*. Il leur demande de lui signaler tous les cas où leur demande d'adhésion serait évoquée afin qu'il puisse intervenir personnellement. De la même manière, Boumédienne ne rate pas une occasion pour appeler ses sympathisants à rejoindre le FLN. A la recherche d'une base militante, il s'efforce même de convaincre, par tous les moyens dont il dispose, la direction du PAGS de participer à cette opération.

Le seul résultat de cette situation risque d'être le transfert **de l'essentiel des affrontements inter-bourgeois au sein du FLN.** Cela ne saurait résoudre en aucune manière la crise politique que traverse la bourgeoisie algérienne. Sa réapparition au grand jour risque d'être d'autant plus violente que l'hétérogénéité de ce « nouveau » parti est fortement accentuée par la manière dont se monte actuellement son appareil.

LA LOGIQUE DE L'OPPORTUNISME ET DE LA COLLABORATION DE CLASSE

En septembre 1968, la direction du PAGS adresse une lettre ouverte à Boumédiène. S'appuyant sur la théorie stalinienne de la «voie de développement non capitaliste», elle y explique grosso-modo : malgré un certain nombre de divergences persistantes et la répression frappant nos militants, votre pouvoir n'en demeure pas moins progressiste et anti-impérialiste. Cependant, il est nécessaire de distinguer en son sein les éléments réactionnaires des éléments progressistes, pour favoriser l'union de ces derniers avec tous les progressistes exclus du pouvoir, en particulier nous. Concernant la forme organisationnelle que devait prendre cette alliance, la direction du PAGS préconise alors un «large front démocratique et populaire», englobant toutes les organisations et individus progressistes. Elle ajoute : «Quant à l'avant-garde socialiste qui peut et doit animer un tel front, nous ne voyons pas d'inconvénient à ce qu'elle comprenne pour le moment présent plusieurs noyaux (dont le nôtre) qui peuvent unir leur action, sans pour autant s'imposer une fusion artificielle qui ne correspondrait pas à leurs convictions doctrinales ou aux problèmes objectifs et subjectifs qui les séparent encore.»

Alors que quelques mois auparavant, la direction stalinienne caractérisait encore le

régime de Boumédiène comme une «dictature réactionnaire», cette lettre constitue à la fois un virage à 180 degrés et l'acte de naissance *officiel* d'une politique de collaboration de classes qui va connaître bien des développements.

Au mois de juin 1975, dans un article intitulé «Quelques axes actuels d'une politique progressiste de front unique», la direction du PAGS va effectuer un premier recul. Si elle y reproche à ses alliés d'entretenir la confusion en présentant le FNL à la fois comme front et parti, elle se défend vigoureusement de contester en quoi que ce soit le rôle dirigeant qui revient de droit au Parti FNL au sein du large front. Dans le même temps, elle insiste néanmoins sur la nécessaire «rénovation démocratique et révolutionnaire du FNL», ainsi que sur la non moins nécessaire «activité indépendante et unitaire du Parti marxiste-léniniste», exprimant «le rôle grandissant de la classe ouvrière et des forces porteuses des orientations socialistes».

Un an plus tard, profitant de la tentative de Boumédiène d'intégrer dans l'avant-projet de charte nationale sa propre démarche concernant le parti, la direction stalinienne va à nouveau modifier sa position. Alors que quelques mois auparavant, elle lui reconnaissait explicitement le rôle dirigeant au sein du «front national» à édifier, elle écrit à propos du FNL qu'il a une forte tendance «à se comporter comme un frein, un appareil en décalage, sinon parfois en opposition, avec les avancées progressistes du pouvoir». Ses propositions concernant «les instruments de réalisation des tâches démocratiques et du passage au socialisme» deviennent dès lors, d'une part, «un front national anti-impérialiste» allant de «l'avant-garde marxiste-léniniste», jusqu'à «la base sincère des musulmans intégristes, manipulés par les 'frères musulmans'», en passant bien entendu par «les fractions de la bourgeoisie nationale qui ont intérêt à l'édification du pays»; d'autre part, «un grand parti d'avant-garde», animateur et dirigeant du front, ne pouvant être ni le FNL rénové, ni le PAGS lui-même, ni une fusion des deux, mais devant émerger de la lutte commune et permettre l'organisation d'une «avant-garde socialiste puissante et unifiée».

Cette nouvelle position qui a pour but d'appuyer de l'extérieur la bataille menée par Boumédienne au sein du régime s'accompagne cependant d'un bilan très négatif des expériences entristes, pratiquées soit par le PCA dans le FLN en 1963, soit par le Parti communiste égyptien dans l'Union socialiste arabe de Nasser. A propos de l'Egypte, le document explique : *«Cette expérience malheureuse a démontré que l'effacement des communistes en tant que parti (pour travailler au sein de l'USA) est loin d'être une panacée. Elle a contribué à démobiliser les travailleurs et les forces révolutionnaires les plus conséquentes et à semer des illusions quant à la possibilité d'amorcer une révolution socialiste sans rigueur politique et idéologique suffisante.»*. Le fondement de ce besoin de liberté d'action totale étant basé sur *«la signification donnée par les partis marxistes-léninistes de la classe ouvrière à la notion de parti d'avant-garde et à la revendication d'autonomie des syndicats ouvriers»*.

Malgré l'action en force du PAGS, il n'est retenu dans le texte finalement adopté de la charte que les amendements de la droite du régime, notamment sur la question du parti. Le PAGS va subir le contre-coup de cet échec se traduisant par une vague de démission (parfois en groupe). Néanmoins, la direction va tirer les leçons de la campagne à sa manière. Elle appelle à voter la constitution bonapartiste instituant le parti unique, puis va changer encore, «assouplir» sa position. En janvier 1977, elle publie un document politique où, si elle défend toujours l'existence simultanée du front national et du parti d'avant-garde, elle se prononce pour la première fois par écrit pour le parti unique. Elle va même jusqu'à écrire : *«Nous n'excluons pas non plus, dans l'hypothèse de cette évolution positive, que le FLN parvienne à se transformer en véritable parti d'avant-garde, ce qui pourrait donner à ce dernier la vocation de regrouper* toutes (souligné dans le document) *les forces socialistes, dans un cadre institutionnel reconnu auquel le FNL aura apporté une composante militante substantielle à tous les niveaux»*.

Ainsi, après avoir été successivement l'instrument d'une *«dictature réactionnaire»*, un possible noyau d'avant-garde; parmi d'autres, au sein du *«large front démocratique et populaire»*; le parti dirigeant du *«front national»*; *«un appareil en décalage, parfois même en opposition avec les avancées progressistes du pouvoir»*, le FNL pourrait maintenant se transformer en... véritable parti d'avant-garde unique !

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE

1. Marx/Engels : «Marxisme et Algérie», textes traduits et présentés par Gallissot et Badia (10/18, no 1106);
2. Mohammed Harbi : «Aux origines du FLN - le populisme révolutionnaire en Algérie»(Poche/Bourgois);
3. Gallissot : «Mouvement ouvrier, communisme et nationalismes dans le monde arabe» (Editions ouvrières);
4. Emmanuel Sivan : «Communisme et nationalisme en Algérie» (Presses de la fondation nationale des sciences politiques);
5. Maxime Rodinson : «Marxisme et monde musulman» (Seuil);
6. Kader Ammour, Christian Leucate et J.J. Moulin : «La voie algérienne - les contradictions d'un développement national» (Maspéro);
7. Gérard Chaliand, Juliette Mince : «L'Algérie indépendante» (Maspéro);
8. Monique Lacks : «L'autogestion en Algérie» (EDI);
9. Fadela M'Rabet : «Les Algériennes» et «La femme algérienne» (Maspéro);
10. Brochure «Algériennes en lutte : groupe femmes algériennes (Librairie La Brèche);
11. Ruffinot et Jacquemot : «Le capitalisme d'Etat algérien» (Maspéro).

Cette nouvelle position implique que la direction du PAGS soit prête à envisager l'auto-dissolution de son parti et l'adhésion individuelle de ses militants au FLN. Elle exprime une adaptation au nouveau rapport de forces interne au régime sur la question du parti. Elle est opposée à 180 degrés au bilan critique des expériences entristes, tiré six mois auparavant. Mais la direction stalinienne n'en est plus à une contradiction près. Son opportunisme sans bornes par rapport à Boumédienne et sa politique active de collaboration de classe ont une logique implacable à laquelle elle est tenue de se plier.

LA DIRECTION STALINIENNE AU PIED DU MUR

Boumédienne s'emploie à exercer sur le PAGS toutes les pressions politiques nécessaires, pour amener sa direction à mettre en concordance totale ses paroles et ses actes. Depuis un certain temps déjà, il cherche à se constituer une base militante lui permettant d'imposer ses propres projets politiques face aux « libéraux » de tous poils. Or, l'accentuation du mécontentement populaire et le développement des mobilisations de masse ces deux dernières années rendent encore plus nécessaire qu'avant l'utilisation à cette fin des staliniens.

Ainsi, après la dernière vague de luttes ouvrières, il est devenu évident que l'UGTA avait besoin de renouveler son appareil compromis et de faire appel à des bureaucrates plus crédibles. C'est dans ce sens que, lors du congrès syndical, Boumédienne et Yahyaoui sont ouvertement intervenus contre la direction Benikous qui, crispée dans une défense conservatrice de ses privilèges, visait à limiter au maximum le poids politique du PAGS dans la préparation et le déroulement des assises. Alors que les statuts exigent toujours des candidats à la commission exécutive de l'UGTA l'appartenance au FLN, des militants du PAGS ont réussi à se faire élire au sein de cette instance. Or, la direction du PAGS reconnaît elle-même qu'elle ne dispose pas d'une base ouvrière suffisante pour être en mesure d'imposer ses candidats et l'élection de la direction syndicale est strictement contrôlée par une commission de candidatures du FLN. L'élection de militants du PAGS à la direction de l'UGTA a donc dû être décidée par le pouvoir bonapartiste désirant soumettre le PAGS à un test politique.

LE PAGS ET LE DROIT DE GREVE

« Il est conforme à l'intérêt des travailleurs comme à l'intérêt national que le Ve congrès de l'UGTA se prononce pour que la loi fondamentale portant statut des travailleurs... donne aux travailleurs tous les moyens légaux de lutter pour améliorer leur pouvoir d'achat , leurs conditions de vie et de travail, y compris pour la reconnaissance du droit de grève, universellement reconnu comme le droit imprescriptible des travailleurs... Il appartient à l'UGTA et aux travailleurs les plus conscients... d'éduquer et d'éclairer les travailleurs, d'isoler les adversaires de la libération économique et de l'option socialiste... afin de **rendre inutile le recours à la grève** *en apportant à temps les solutions appropriées aux problèmes qui se posent ».*

Parti de l'avant-garde socialiste
Alger, le 12 janvier 1978
(Bulletin d'Information des PC, no 9, 1978, éditions « Paix et socialisme », Prague

Une épreuve de force étant écartée, il n'y a que deux choix possibles pour la direction stalinienne : faire adhérer ses élus au FLN ou leur demander de démissionner sans bruit de la commission exécutive. Ce dilemne est d'autant plus cruel que l'accession inespérée du PAGS à la direction syndicale lui offre objectivement des possibilités politiques importantes. Mais, malheureusement pour elle, il n'y a pas moyen de biaiser.

La pression de Boumédienne s'exerce aussi dans la jeunesse. Par sa politique collaborationiste, la direction stalinienne a permis la destruction du mouvement étudiant et cautionné le passage de la JFLN (les Jeunesses du FLN à l'UNJA (Union nationale de la jeunesse algérienne). Mais elle s'est battue jusqu'à présent pour préserver au maximum l'autonomie organisationnelle des CVRA (comités du volontariat étudiant pour la « révolution agraire ») qui constituent la couverture légale de son principal secteur d'intervention. Ainsi, en avril 77, face aux tentatives des directions FNL et UNJA d'obtenir la dissolution des CVRA et la constitution de sections UNJA à l'université, la direction du PAGS avait réagi vigoureusement en caractérisant cette offensive de réactionnaire. Un an plus tard (mars 78), toujours dans le cadre de la préparation du congrès FLN, la même offensive est relancée par Boumédienne lui-même, au travers d'une circulaire présidentielle dont le texte est sans équivoques : toutes les structures du volontariat étudiant passent sous le contrôle direct du parti.

Cette fois-ci, la direction du PAGS était littéralement le dos au mur. Il lui était impossible d'attribuer l'opération à son serpent de mer habituel, la « réaction ». Après un court instant d'hésitation, elle a fini par se plier à la décision présidentielle et a accepté de se laisser défaire de son principal instrument politique. Dans le même temps, malgré l'hostilité de la masse des étudiants à l'organisation de jeunesse du FLN et les nombreuses assemblées générales où le PAGS se retrouve en minorité face à la revendication d'un syndicat étudiant autonome, elle a décidé d'investir toutes ses forces dans la construction de sections UNJA à l'Université. Cette capitulation sans combat devant l'offensive bonapartiste, dans le secteur où le PAGS est de loin la force politique organisée la plus importan-

te, constitue un indice révélateur sur la voie que peut aujourd'hui emprunter la direction stalinienne.

En effet, toutes les pressions exercées actuellement par Boumédienne ne visent qu'un objectif : obtenir l'auto-dissolution du PAGS dans le FLN, si possible avant le congrès. A ce sujet, des contacts auraient déjà eu lieu à un niveau élevé, en particulier par l'intermédiaire du secrétaire général du PCF.

Pour sa part, la direction du PAGS aurait, sans aucun doute, préféré la solution du front avec plusieurs composantes reconnues officiellement. Or, le pouvoir bonapartiste est resté opposé d'une façon intransigeante à toute idée de pluralisme politique. Sa fermeté a d'ailleurs été payante puisqu'elle lui a permis d'obtenir gain de cause, en amenant progressivement la direction du PAGS à admettre le principe de l'unicité du parti. Même la solution intermédiaire qui consiste à investir une partie de ses forces dans le parti officiel, tout en continuant à avoir une existence propre, semble aujourd'hui exclue. Dans les conditions actuelles d'exacerbation de la lutte des classes, il ne fait pas de doute qu'elle aurait constitué un demi-mal pour la direction stalinienne. Mais le pouvoir bonapartiste veut pousser son avantage jusqu'au bout. Ainsi, certains militants connus du PAGS qui auraient tenté d'adhérer au FLN se sont vus opposer une fin de non recevoir. Certes, un secteur de l'appareil FLN, hostile à l'entrée des staliniens dans le parti officiel, peut être à l'origine de ces obstructions. Mais il n'en demeure pas moins qu'elles s'intègrent totalement dans la politique actuelle de Boumédienne de mise au pied du mur de ses alliés.

Dans le numéro d'avril 1978 de son organe central, la direction du PAGS écrit : *« la rénovation du FLN, sa transformation dans un premier stade en organisation démocrate-révolutionnaire est un objectif indispensable dont la réalisation s'étendra bien au-delà du prochain congrès. Elle sera l'œuvre commune de l'ensemble des forces progressistes, chacune y apportant sa contribution originale. Les communistes y apporteront la leur avec d'autant plus de fermeté que cette rénovation du FLN constitue l'un de leurs axes essentiels »*. Cette position de la direction stalinienne n'est pas dépourvue d'ambiguités. Elle a l'avantage d'être interprêtable de différentes manières. Elle peut avoir pour but d'atténuer à l'avance les désillusions des militants dans l'après-congrès, en leur présentant une bataille de longue haleine, nécessitant donc temps et patience. Mais elle peut aussi exprimer des hésitations. Car si c'est une chose d'admettre par écrit l'unicité du parti, c'en est une autre de passer aux actes. En effet, la nette accentuation de la lutte des classes que connaît l'Algérie depuis 1977, avec en particulier l'irruption du prolétariat sur le devant de la scène politique, risque fort de rendre la pilule de l'auto-dissolution très difficile à avaler par la base du PAGS. Elle ne peut qu'accentuer son malaise politique, persistant depuis deux ans, et porter à un degré qualitativement supérieur la crise du stalinisme en Algérie.

Mais il n'en demeure pas moins que tous les actes de la direction du PAGS au cours des derniers mois sont autant d'indices montrant qu'elle semble prête à payer ce prix. Il est très probable qu'elle choisira de se laisser guider par son « réalisme » à toutes épreuves, fondé sur le principe : *« plus les progressistes au sein du pouvoir sont menacés par la réaction, et plus il faut d'efforts responsables pour les soutenir »*, et par les énormes avantages matériels que peut lui procurer « son choix réaliste ».

En effet, l'intégration des cadres staliniens aux appareils du FLN et des organisations de masse sera incontestablement source de privilèges bureaucratiques, sans commune mesure avec la semi-clandestinité actuelle. Alors que, par ailleurs, si après avoir reculé au maximum, la direction stalinienne louvoie, le pouvoir bonapartiste se sentira en droit de douter sérieusement de ses déclarations d'allégeance. Dans ces conditions, le bâton risque de reprendre rapidement la place de la carotte, avec d'autant plus d'efffi-cacité que les années de collaboration de classe active ont largement mis le PAGS à découvert.

LE REGIME BOUMEDIENNE VU PAR UN MEMBRE DU PCF

« Nous nous étions trompés, au mois de juin 1965, sur le caractère des changements intervenus dans le personnel dirigeant de l'Algérie. A partir d'apparences : une intervention de militaires sur un fond de puits de pétrole, dans une région du monde stratégique, pouvait impliquer un coup de la CIA, favorisant une dictature réactionnaire...

Le Président Boumédienne a maintes fois affirmé son souci de maintenir et de renforcer l'unité nationale... Ce souci n'est probablement pas étranger au choix d'un système de parti unique. On a dit et écrit parfois que cette pratique unitaire contribuait à masquer des contradictions fondamentales et à instaurer un climat politique particulièrement opaque. Le reproche a quelque apparence de fondement, mais il me paraît injustifié dans la mesure où il ne prend pas en compte le traitement de ces contradictions par le pouvoir révolutionnaire... sans heurts violents... pour, à partir d'un sentiment patriotique commun à toutes les classes de la société, agir conformément à l'option socialiste. »

Jacques de Bonis,
correspondant de « l'Humanité »
en Algérie. « Cahiers du Communisme », no 10, octobre 1978

FRONT NATIONAL OU PARTI UNIQUE : UNE MEME POLITIQUE CRIMINELLE ET SUICIDAIRE !

La politique mise en pratique ces dix dernières années par les staliniens en Algérie ne se distingue en rien par son originalité. Que ce soit au Soudan, en Egypte, en Syrie, ou en Irak, elle a déjà été expérimentée sous toutes ses variantes et s'est toujours soldée par le même résultat.

LIBEREZ BEN BELLA !

Ahmed Ben Bella, Président de la République algérienne, a été arrêté le 19 juin 1965 par son ministre de la Défense nationale d'alors, Houari Boumédienne. Depuis lors, il a disparu; personne ne sait où il se trouve; aucun juge d'instruction ne l'a entendu; pas un avocat n'a franchi le seuil de sa prison ! Il serait gardé, dans un cachot enfoui sous une caserne proche de la capitale, par plusieurs centaines d'hommes de l'Armée nationale populaire, héritière de la prestigieuse Armée de libération nationale...

Mais, quels que soient les geôliers, la réalité est bien là : cet homme de 60 ans environ a passé le tiers de sa vie en prison, dont plus de treize ans sous Boumédienne. Devant ce fait révoltant, il est urgent de briser le mur du silence dressé autour de Ben Bella, même par certains ex-amis de la révolution algérienne. N'est-il pas significatif que l'ensemble, sans exception, de la «grande presse» française refuse d'évoquer le cas Ben Bella alors qu'elle s'empare de tant d'autres cas de violations des droits humains ? Comment ne pas penser qu'il s'agit de ne pas déplaire au régime algérien ?

L'«autocritique» du PCF sur la nature dictatoriale du régime Boumédienne - voir ci-contre - n'en devient-elle pas encore plus dérisoire et révoltante ? Le «cas» Ben Bella n'est en rien une «affaire interne» que les dirigeants algériens actuels auraient le droit d'étouffer indéfiniment. Craindre aujourd'hui pour la vie de

Ahmed Ben Bella ne signifie nullement avaliser a posteriori la politique qu'il a menée entre 1962 et 1965. Mais l'emprisonnement de Ben Bella, arbitrairement prolongé, symbolise à sa manière la confiscation de la révolution algérienne par les dirigeants actuels.

La lutte pour sa libération doit être l'occasion, aussi, de faire connaître le sort de tous les prisonniers politiques du régime Boumédienne. Les organisations «humanitaires» doivent cesser leur silence suspect ! Seule une campagne internationale pourra obtenir gain de cause. La libération d'Ahmed Ben Bella doit redevenir l'affaire de tous les anti-impérialistes !

Au Soudan, c'est la politique du « large front démocratique et populaire », préconisée il y a quelques temps par le PAGS, qui a abouti à la destruction du Parti communiste le plus fort de tout le monde arabe. Six mois après le coup d'Etat militaire qui porta Numeiry au pouvoir, Abdelkhalek Mahgoub, le secrétaire général du PC soudanais, écrivait : *«le mouvement populaire a poursuivi une lutte opiniâtre depuis octobre 1965 jusqu'au 25 mai de cette anéée (1969), quand un groupe de patriotes et d'officiers progressistes, exprimant les aspirations du peuple, a arraché le pouvoir à la réaction et à la contre-révolution pour le remettre au front démocratique»*. Plusieurs dirigeants staliniens occuperont alors des postes ministériels. Cela n'empêchera pas, un an plus tard, l'auteur des lignes citées ci-dessus de se retrouver dans les geôles de Numeiry. Et six mois après, suite à l'échec d'un coup d'Etat organisé par une autre fraction « progressiste » de l'armée, le régime de Numeiry réagira par l'organisation d'un véritable massacre touchant particulièrement le PC. Ainsi, le « pouvoir du front démocratique national » se soldait par un bain de sang.

En Syrie et en Irak, la politique du *« front national, dirigé par le parti au pouvoir »* a fait des staliniens de véritables otages de leurs Etats bourgeois respectifs.

Lors de la guerre civile au Liban, le PC syrien, représenté au gouvernement et au sein d'une assemblée nationale dominée à 90% par le Parti Baas, se trouva dans l'obligation de se taire et de cautionner les massacres perpétrés par l'armée syrienne contre la résistance palestinienne et le mouvement national libanais dont était membre le PC. Participant également à un gouvernement de front national, sous la direction de son propre Parti Baas, le PC irakien, pour sa part, vient de donner encore une fois la preuve de son impuissance politique à l'occasion de l'exécution des militants communistes accusés par le Baas d'être simultanément membres du PC et de l'armée, double appartenance formellement interdite aux militants de tous les partis, sauf aux baasistes eux-mêmes.

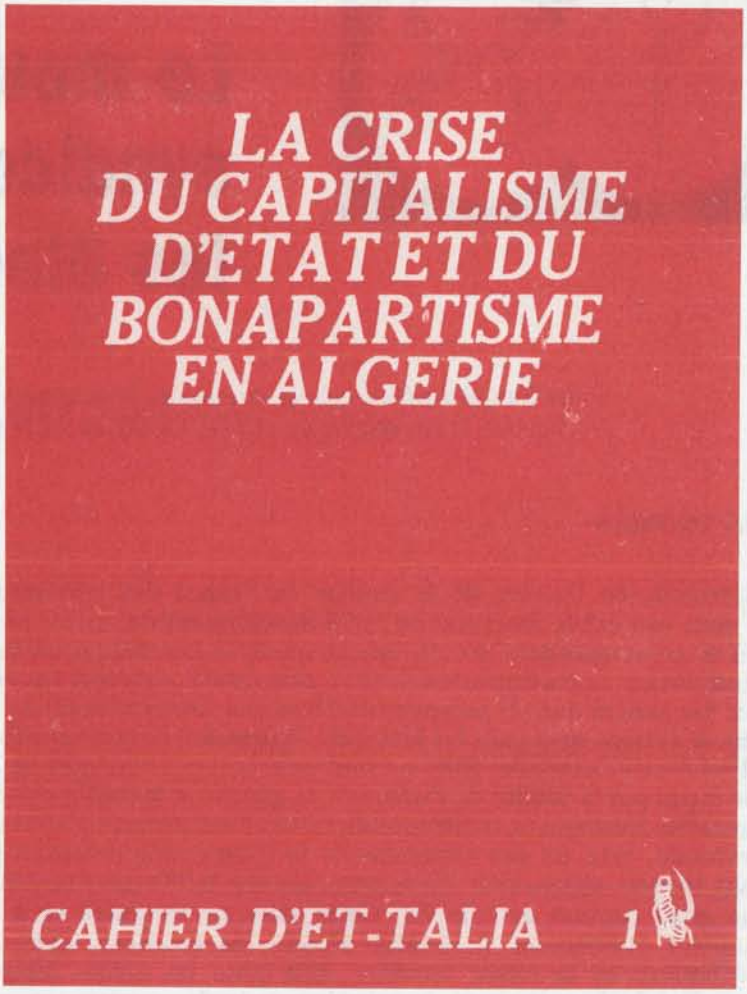
De la même manière, la politique de rénovation du parti unique, de l'intérieur, a déjà fait ses preuves. Après avoir été sauvagement réprimé par Nasser, dès son accession au pouvoir et plus particulièrement à partir de 1958, le PC égyptien n'aura aucun mal à reconnaître *« la voie de développement non capitaliste »* dans les mesures prises par le régime en 1961. Il finira par s'auto-dissoudre dans l'Union socialiste arabe (USA) en 1965. Sa reconstitution en 1975 ne saurait faire oublier

que c'est sa propre politique criminelle et suicidaire qui a permis au bonapartisme nassérien de porter des coups sévères au mouvement ouvrier égyptien. Malgré la recomposition politique en cours depuis la fin des années 60, ce dernier ne s'en est toujours pas relevé. Quant à la bourgeoisie égyptienne, pleine de gratitude, elle remercie aujourd'hui les militants du PCE, en leur faisant la chasse, dans le but de « purifier » son appareil d'Etat. La direction stalinienne en est ainsi réduite à la défense, sans succès, « des acquis nassériens », contre un Sadate qui, malheureusement pour la cohérence de ses analyses, n'est pas né le jour de la mort de Nasser. Toutes ces expériences historiques, comme les contradictions flagrantes de la ligne du PAGS au cours des dix dernières années, montrent la nécessité d'une politique communiste-révolutionnaire en Algérie, une politique axée sur l'indépendance totale du prolétariat, au sein de la nécessaire alliance ouvriers-paysans.

La trahison stalinienne de l'aspiration profonde des masses algériennes à l'indépendance a permis au national-populisme petit-bourgeois de gagner la confiance politique de ces dernières et d'ériger ainsi un obstacle gigantesque sur la voie de leur indépendance de classe. La collaboration de classe et l'opportunisme envers Boumédienne ont, depuis belle lurette déjà, ôté au PAGS toute indépendance politique. Aujourd'hui, son autonomie organisationnelle, c'est-à-dire tout ce qui lui restait, risque d'être sacrifiée.

Si nous devons dénoncer ces risques d'auto-dissolution du PAGS dans le FLN, ce n'est pas seulement parce que nous sommes convaincus qu'il est de notre responsabilité politique d'aider tous les militants sincères, gagnés à la cause du socialisme mais abusés par la direction stalinienne et le bonapartisme boumédiéniste, à comprendre qu'il s'agit là de l'aboutissement ultime d'une politique criminelle et suicidaire risquant de se solder, demain, pour eux comme pour nous, par un véritable massacre. Notre démarche est également fondée sur le fait que le résultat de cette politique se répercutera, d'une manière ou d'une autre, sur l'ensemble de la classe ouvrière et des masses populaires. Toutes les expériences de ce type ont abouti à un renforcement incontestable des classes dominantes et à un recul non moins incontestable de la classe ouvrière et de ses alliés. **Or, l'indépendance de classe du prolétariat, construite à travers la lutte pour l'indépendance de l'UGTA et la formation d'organisations communistes, est une condition indispensable pour résoudre la crise de la société algérienne au profit des masses populaires.** Le PAGS traversera inévitablement une crise si sa direction choisit l'auto-dissolution. Il faudra la mettre à profit afin de limiter les conséquences politiques graves de cette orientation. Cela est rendu possible par le degré élevé atteint par la crise économique et sociale et surtout par la renaissance du mouvement ouvrier et populaire qui s'affirme de jour en jour. Même si Boumédienne arrive à convaincre la direction stalinienne de faire le dernier pas, il s'y sera pris quelques années trop tard. Malheureusement pour lui, son régime n'en est plus à sa phase ascendante.

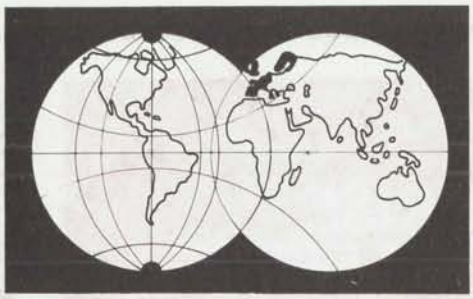
Le 30 septembre 1978



En vente à la librairie La Brèche
Prix : 7F.

NOTE

1) Le parti communiste algérien qui avait été dissous par Ben Bella, ayant milité au sein du FLN puis de l'ORP s'est reconstitué en 1966 sous le nom de Parti d'avant-garde socialiste (PAGS).



France

Le mouvement syndical depuis les élections de mars

C'est lors de l'offensive vigoureuse de la bourgeoisie contre le mouvement ouvrier et ses acquis que CGT, CFDT et FEN organisent la division.

Michel THOMAS

L'éclatement de l'union de la gauche en France dès septembre 1977 puis son échec électoral en 1978 développent des effets prolongés et importants dans le mouvement syndical. Les deux principales centrales ouvrières françaises, la CGT et la CFDT, s'étaient situées depuis des années dans la perspective d'une victoire électorale de la gauche et avaient suspendu les luttes et l'expression de la combativité à l'échéance électorale. Elles ne sont pourtant pas atteintes de la même façon par la faillite de l'union de la gauche et leurs directions en tirent des conséquences différentes. La CGT est atteinte d'une crise profonde, prix de son attachement au programme commun et surtout de son alignement inconditionnel sur le PC dans sa polémique et sa rupture avec le PS. **Cette crise au caractère et à la profondeur totalement nouveaux affecte les relations entre la confédération et la classe ouvrière. Elle pose en même temps, comme jamais dans le passé, la question de la démocratie interne au sein de l'organisation syndicale et de ses rapports avec les partis politiques ouvriers. La direction de la CGT a dû prendre l'initiative d'un débat public sur ces questions.**

La CFDT cherche à tirer parti de la crise et de la paralysie actuelle de la CGT. Elle a amorcé extrêmement rapidement un tournant politique spectaculaire désigné en France sous le nom de « recentrage ».

Son objectif de plus en plus affirmé est la recomposition du mouvement ouvrier français, syndical et politique, autour d'une orientation social-démocrate *new look* dont la caractéristique principale est de faire accepter aux travailleurs les conséquences de la crise.

Force ouvrière, troisième confédération, influente surtout chez les travailleurs de la fonction publique, a connu, après l'échec de mars 1978, de nombreux et importants succès aux élections professionnelles, le plus souvent aux dépens de la CGT. Cette progression constitue le bénéfice tiré auprès de certaines couches de travailleurs de l'orientation «apolitique» de FO. Cette centrale s'était refusé à choisir entre la gauche et la droite au moment des élections. Son renforcement électoral relatif ne s'accompagne pas d'un renforcement militant. La FEN, fédération des enseignants dirigée par la social-démocratie, avait soutenu l'union de la gauche. Elle est revenue, après mars, à une politique « réaliste » des négociations et de contrats avec le gouvernement, sur une orientation et des thèmes proches en pratique de ceux de FO.

L'aspect dominant de la situation du mouvement syndical en France dans la nouvelle situation politique ouverte par la victoire de la droite en mars est sa division, prolongement de celle du PC et du PS. **Cette division remet en cause le front syndical commun dont la CGT et la CFDT étaient les pièces essentielles.** Les centrales syndicales ne sont tombées d'accord que sur deux choses : reconnaître la légitimité de Valéry Giscard d'Estaing, ce que la CFDT a fait avec empressement en demandant audience au Président dès le lendemain de la défaite électorale; ce que la CGT n'a de son côté jamais cessé de faire en répétant qu'il n'y a plus de débouché politique à la lutte revendicative envisageable avant longtemps. CGT et CFDT sont tombées d'accord également sur la reconnaissance de la nécessité de l'unité d'action syndicale, tout en posant, chacune, des préalables à l'action commune. Elle ont, en fait, l'une et l'autre organisé la division des rangs ouvriers, dans un contexte marqué par une offensive de très grande ampleur de la bourgeoisie et du gouvernement contre les acquis du mouvement ouvrier. Patronat et pouvoir cherchent en effet à prolonger sur le plan économique et social leur victoire politique de mars dernier. Le cap est mis désormais sur les deux millions de chômeurs en France. La loi des 40 heures, le SMIC (salaire mensuel inter-

professionnel de croissance), les indemnisations de chômage, sont l'objet d'attaques et de campagnes hostiles de grande envergure. François Ceyrac, le président du CNPF (Confédération nationale du patronat français) déclarait récemment que les ouvriers devaient pouvoir travailler jusqu'à 67 ou 70 ans s'ils le désirent, au moment où les dizaines de milliers de travailleurs sont rejetés de la production chaque mois. Loin de relever ces propos provocateurs, les centrales syndicales ont accepté de négocier sur la base des propositions patronales. Plusieurs dizaines de contrats collectifs ont été signés depuis mars dernier, dont aucun n'atteint la revendication salariale élémentaire commune, celle du SMIC à 2400 F,base avril 1978.

La combativité ouvrière s'est maintenue à un niveau élevé dans toute une série de secteurs : travailleurs de la santé, des arsenaux, de Renault, de la SNCF, des PTT, des enseignants, de la marine, etc., comme en témoigne la poursuite des luttes ininterrompues depuis des mois. Les confédérations syndicales rivalisent d'ingéniosité pour éviter la jonction de ces mouvements, pour les isoler ou les couper en rondelles de saucisson. La réalisation de l'unité syndicale contre les attaques patronales et gouvernementales enclencherait une dynamique de résistance ouvrière et de lutte. Celle-ci poserait, en pratique, la question d'une contre-offensive d'ensemble de la classe ouvrière, qui du terrain économique déboucherait sur le plan politique central. Ni PC-PS, ni CGT-CFDT n'entendent une seconde en venir là. Tout est devenu prétexte à polémique entre le PC et le PS et tout devient prétexte à division entre CGT et CFDT. La dernière polémique en date concerne les élections européennes, la CFDT s'étant engagée publiquement à soutenir la campagne internationale des socialistes, au grand dam des staliniens français.

CGT : DEMOCRATIE ? OUI, MAIS...

«Il n'existe dans les organisations de la CGT aucune obligation d'unanimité et... (chacun garde) le droit le plus strict de maintenir son opinion, y compris si elle n'est pas majoritaire... Il va de soi que le souci de la démocratie, la recherche des formes plus favorables du débat et de confrontation des idées ne peuvent en aucun cas être confondus avec une quelconque conception des pratiques de tendances débouchant sur l'impuissance et la division» (Document d'orientation préparatoire au 40e congrès de la CGT, page 29, analysé dans *les Cahiers de la Taupe* no 25, 15 octobre - 15 novembre 1978).

LA CRISE DE LA CGT

La CGT, principale organisation syndicale française, paie au prix fort son engagement dans le programme commun de la gauche et son alignement sur le PCF au moment de la rupture de la gauche. Le procès fait au PCF d'avoir provoqué la division et d'être à l'origine de la victoire de la droite se répercute sur elle. La CGT avait soudainement découvert, en septembre 1978, qu'elle ne pouvait soutenir un programme qui ne prévoyait pas d'inclure les filiales dans la nationalisation des neuf groupes que le programme commun s'engageait à placer dans le secteur public. Le 13 mars (lendemain du premier tour des législatives), elle se satisfaisait de l'accord de dernière minute intervenu entre PC, PS et MRG, qui ne soufflait mot de la nationalisation des filiales. Pour son quarantième congrès qui se tient en ce mois de novembre, elle prévoit noir sur blanc la nationalisation des dites filiales. Par cette opération grotesque, elle cherche à légitimer après coup son attitude de septembre 1977 à mars 1978.

Mais la fraction stalinienne qui dirige la CGT a compris le grand trouble qui s'est emparé des militants et des travailleurs devant son attitude. Elle n'a pu ignorer éternellement les protestations de militants, et notamment celles de responsables syndicaux membres du PS. Deux militants socialistes, Claude Germont et Pierre Carassus, membres de la direction confédérale, ont dénoncé dès septembre 1977 l'alignement de la CGT sur le PC. Ils ont exigé **la liberté d'expression de tous les points de vue dans la presse syndicale sous la forme de tribunes libres.** Plusieurs pétitions ou lettres ouvertes ont circulé dans la CGT pendant des mois, qui posaient les mêmes exigences.

DANS NOS PRECEDENTS NUMEROS

- no 34: 40e anniversaire de la IVe Internationale; la crise en Indochine; la politique extérieure de Cuba (21 septembre).
- no 35: Iran: la crise du régime; Nicaragua: à bas la dictature; Pérou: Nous appelons les travailleurs à prendre le pouvoir, discours de Hugo Blanco à Tacna (5 octobre).
- no 36: la crise en Iran (suite); France: contre le plan Barre III !; Vietnam: trois ans après la victoire...; création de la Ligue socialiste des femmes au Japon (19 octobre).
- no 37: les accords de Camp David; Nicaragua: l'agonie du somozisme; avorter en Belgique; Klebanov: être mineur et oppositionnel en URSS (2 novembre).

La direction confédérale a décidé de récupérer ce mouvement de critique dans le cadre de la préparation du 40e congrès. Elle organise désormais de très larges et très riches tribunes libres dans la presse confédérale. Il lui faut à tout prix redonner à la CGT un visage démocratique pour remonter le courant et le terrain perdu. Elle sent que son emprise bureaucratique ne peut être maintenue par les méthodes traditionnelles de discipline, d'autorité, de refus du débat et de l'expression des divergences. Bien que fort limitée et contrôlée, **cette ouverture démocratique dans la CGT crée des conditions tout à fait nouvelles dans cette centrale.**

Désormais, l'expression de divergences de toutes natures dans la confédération se trouve en quelque sorte légitimée. *Le Peuple* , organe bi-hebdomadaire de la CGT, publiait récemment les tribunes libres de deux militants très critiques, qui se

prononçaient pour la coordination et l'unification des luttes dans la perspective de la grève générale. Ces libertés démocratiques, nouvelles dans la CGT, restent, bien sûr, largement formelles. L'appareil du PCF garde et gardera le contrôle étroit de l'organisation syndicale. Mais un climat nouveau existe désormais, favorable à l'expression des travailleurs et à leur réflexion. Rien n'empêchera la critique de la subordination bureaucratique de la CGT au PC de faire son chemin. La crise de la CGT, manifestée aussi par la stagnation ou le recul des effectifs malgré les multiples campagnes d'adhésion, se développe parallèlement à la crise du PCF. Les deux crises s'alimentent mutuellement.

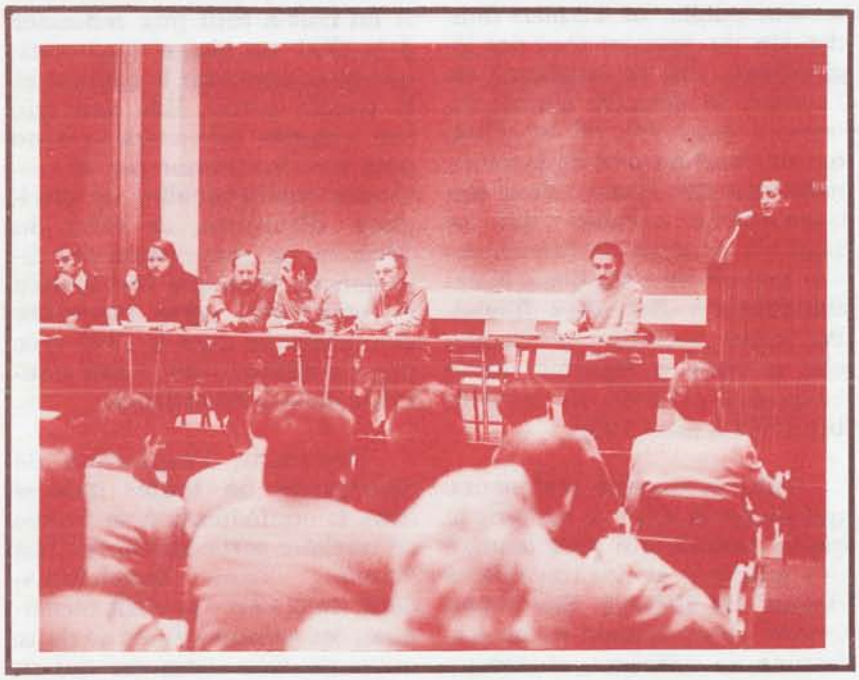
La direction de la CGT ne paie pas seulement son attitude de division avant les élections. Elle doit désormais tenir compte de l'influence politique du PS dans la classe ouvrière. Quand le PC et le PS se retrouvent en concurrence ouverte, cette question, qui a pu être masquée tant qu'une unité factice était réalisée derrière le programme commun, apparaît au grand jour.

La CGT doit également s'ouvrir, fût-ce de façon très limitée et souvent formelle, aux aspirations nouvelles apparues dans la société et dans la classe ouvrière. Elle doit désormais reconnaître qu'il existe des revendications spécifiques aux femmes travailleuses. Elle a adopté, après le PC, le terme autogestion.

Tous ces facteurs combinés créent une situation durable de difficultés pour la direction stalinienne qui cherche à maintenir son contrôle bureaucratique sur la CGT sans condamner cette dernière au repli sur les couches ouvrières qui lui sont acquises de longue date. Une des difficultés majeures pour la direction réside dans l'incompréhension et la rigidité des cadres intermédiaires, non préparés souvent à un cours «démocratique» qui exige une souplesse d'esprit et de comportement qu'ils n'ont jamais apprise.

LE RECENTRAGE DE LA CFDT

Dès la défaite électorale de mars, la direction de la CFDT annonçait le *«recentrage»*. Il s'agit officiellement de *«remettre l'action sur une logique syndicale»* et de retrouver son autonomie par rapport aux partis politiques. La voie électorale a échoué, explique la direction CFDT, faute d'une dynamique sociale suffisante. L'attentisme pré-électoral a paralysé le mouvement syndical et la classe ouvrière. La CFDT se présente donc comme la seule organisation importante du mouvement ouvrier qui procède, à l'issue des élections de mars, à une cri-



tique d'ensemble et même à une cetaine autocritique puisqu'elle reconnaît s'être laisser elle-même abuser d'illusions.

Ce retour critique, largement démagogique, couvre une politique que l'on appelle en France la «politique des perrons». Les dirigeants CFDT se sont en effet fait photographier sous toutes les coutures sur les escaliers d'honneur qui mènent aux bureaux présidentiels ou ministériels. Ils ont prétendu que la négociation était désormais la voie royale du syndicalisme et le moment privilégié de la lutte des classes. Cette politique a été reproduite dans les fédérations d'industrie, les unions régionales, sans déboucher sur quelque résultat appréciable. Mais elle a été suivie avec beaucoup d'intérêt et de sympathie par le pouvoir et le patronat qui lui ont parfois accordé satisfaction, non sur les revendications avancées, mais sur les procédures de concertation et de négociation. Bien que se déclarant insatisfaite, la direction CFDT entend poursuivre *«contre vents et marées»* sa nouvelle politique, et la faire consacrer au congrès de Brest en mai 1979.

Le recentrage mérite en effet l'attention du patronat. Préparé dès janvier dernier et annoncé par un rapport resté fameux, le *«rapport Moreau»*, il exprime une politique de renonciation ouvrière face à la crise économi-

que. Les thèmes de revendications *«négociables»*, c'est à dire *«compatibles avec la crise économique»* ont été popularisés par Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, plusieurs mois avant les élections. Le thème du *«tissu de négociations»* à recréer en France a surgi au même moment. Après les élections, le recentrage s'est traduit par le refus de toute action nationale interprofessionnelle, jugée inefficace, parce que ne s'appliquant pas aux niveaux de décisions où les choses peuvent se négocier, et dangereuse parce que politisant l'action: une action interprofessionnelle met le syndicalisme dans la dépendance des partis politiques. La direction CFDT utilise avec une grande habilité la rancœur des militants contre les journées d'action interprofessionnelles sans lendemain, et s'appuie sur ce rejet pour justifier le refus de l'unité d'action avec la CGT.

A la base du recentrage se trouve l'analyse de la direction de la CFDT face à la crise économique. Elle prône une politique d'adaptation à la crise, sous prétexte de sauvegarde des institutions démocratiques, et cherche un marchandage avec le patronat: *«donnez-nous du qualitatif, nous serons raisonnables sur le quantitatif»*, tel est son langage. Toutes les propositions CFDT vont au devant de réformes capitalistes de l'organisation du travail, du temps de travail, de la «responsabilité» au travail, d'une répartition plus égalitaire de la masse salariale, sous un vocabulaire «autogestionnaire» qui cherche à traduire les aspirations des salariés.

La CFDT a montré qu'elle est prête à échanger une réduction du temps de travail contre une réduction des salaires. Elle renonce à la lutte immédiate pour les 35 heures sous prétexte que cette réforme ne peut être acquise qu'au plan européen. Elle multiplie les propositions d'association des organisations syndicales à la définition d'objectifs économiques, locaux, régionaux, par branches d'industries.

Elle justifie ces propositions par la théorie du *«nouveau type de développement»*, selon laquelle il est possible de trouver une issue à la crise, favorable aux travailleurs, en infléchissant les décisions économiques patronales à tous les niveaux où elles sont prises. La CFDT reste cependant prudente dans l'expression publique de sa politique, car elle ne peut, face au PC et à la CGT, faire de l'austérité et du sacrifice une vertu révolutionnaire, comme peut le faire la CGIL en Italie.

CFDT : LES BONS ET LES MECHANTS

«La déception enregistrée chez beaucoup de militants et de travailleurs ne doit pas cacher un fait essentiel. Pour la première fois depuis la fin de la guerre, la principale force de gauche n'est plus le PCF, mais le nouveau PS. Ce résultat est important en lui-même. Par delà les ambiguïtés, les faiblesses, les incertitudes du PS, ce fait peut marquer un tournant dans notre vie politique, si le PS s'avère capable d'élaborer et de mettre en œuvre une politique de transformation du pays répondant aux problèmes présents... Le Parti communiste ne bouge, n'évolue et ne s'adapte que contraint par les événements et l'évolution du rapport de forces dans le camp ouvrier. Son attitude actuelle, si préjudiciable pour la défense des intérêts des travailleurs, ne s'explique que par les changements qui s'opèrent dans les forces syndicales et politiques. Combien de temps lui faudra-t-il pour reprendre un chemin unitaire ? Nul ne peut le dire avec certitude dans l'état présent des réflexions et des décisions des communistes». «A propos des élections de mars 1978 - Premières réflexions sur un échec électoral». Jacques Moreau, CFDT aujourd'hui no 33, septembre-octobre 1978.

La direction de la CFDT a également tiré les leçons du comportement récent de la CGT et du PC. Ces organisations se refusent à assumer face aux travailleurs la gestion de la crise. Il n'est donc pas de changement politique possible en France tant que le PC et la CGT gardent une puissance dominante sur le mouvement ouvrier. Liée au PS, la direction CFDT est cependant fort critique sur la politique de ce parti. Elle l'estime (à juste titre) incapable de tenir tête au PC dans les entreprises et le suspecte de faiblesses unitaires à l'égard des communistes.

L'objectif central que se donne la CFDT quand elle prétend *«reconstruire l'espoir»* sur des bases nouvelles, est **une recomposition du mouvement ouvrier français en faveur d'une social-démocratie dans laquelle le syndicalisme jouerait un rôle prééminent.** Se jugeant seule capable de faire pièce au PC sur le terrain, elle demande au PS de se comporter comme le simple prolongement du syndicalisme au Parlement. Elle soutient ouvertement le «courant Rocard» au sein du PS. Cela lui vaut des réparties assez vives de François Mitterrand qui demeure le chef du PS. C'est avec quelque raison que le CERES (courant «de gauche» du PS, très influencé par la politique du PC) dénonce le courant politique de Michel Rocard comme *«néo-travailliste»*.

Le recentrage suscite dans la CFDT beaucoup d'inquiétudes, des résistances et des oppositions ouvertes. Mais il s'appuie sur une vieille droite anti-marxiste toute ragaillardie, tandis que l'opposition de gauche, potentiellement très importante, est très éclatée, hétérogène, sans tradition de lutte contre l'appareil bureaucratique de la confédération. Or, la direction CFDT a poursuivi à marche forcée l'homogénéisation de son appareil, ces dernières années, avec une efficacité réelle. Elle n'a pas hésité à procéder à des exclusions massives de la CFDT depuis plus d'un an, au risque de ternir sa réputation démocratique et «autogestionnaire».

L'URSS et eux...

Louis COUTURIER

Déclaration spéciale du Bureau politique, discours de Georges Marchais au Comité central, réunions de présentation, page spéciale de *l'Humanité*, le lancement de l'ouvrage *«L'URSS et nous»* (1) a bénéficié d'une publicité inhabituellement tapageuse de la part du Parti communiste français.

Il s'agit d'un ouvrage collectif rédigé par cinq auteurs communistes dont le maître d'œuvre est Francis Cohen. Ce choix n'est pas arbitraire : si l'historien Alexandre Adler rédige la moitié du chapitre deux (réalités staliniennes), si les professeurs de russe Claude Frioux et Léon Robel ainsi que l'économiste Maurice Decaillet participent à la rédaction de plusieurs des six chapitres, c'est bien à Francis Cohen que l'on doit l'introduction, le canevas historique, plusieurs demi-chapitres et la conclusion.

Il n'est pas abusif de constater que c'est lui qui a été chargé de la «tonalité» de l'ouvrage.

Or qui est Francis Cohen ? Nous n'insisterons pas sur son passé, car quel est l'actuel «eurocommuniste» d'un certain âge qui n'ait pas sacrifié au culte de Staline ? Rappelons cependant que c'est à juste titre que le parti le considère comme un spécialiste de l'URSS, car dès 1949, il écrivait dans *La Nouvelle critique* les articles les plus flagorneurs sur Lyssenko, la biologie soviétique, la science soviétique, la peinture soviétique, le cinéma soviétique. Il est vrai qu'à cette époque, sous la houlette du regretté Jean Kanapa, le comité de rédaction de cette revue comportait notamment Henri Lefebvre, Annie Besse (actuelle Annie Kriegel), Victor Leduc et Pierre Daix...

Eux ont changé. A Francis Cohen nous ne refuserons pas le mérite de la continuité. Ses divers ouvrages publiés après le XXe Congrès du PCUS, s'ils deviennent plus discrets sur Staline et Lyssenko, n'en demeurent pas moins des hymnes à l'Union soviétique. En 1974, soit moins de quatre ans avant *«L'URSS et nous»*, il publiait, toujours aux éditions sociales, *«Les Soviétiques»*, gros livre de 350 pages où la période stalinienne est évoquée en trois pages minables et la répression en dix lignes.

«LES SOVIETIQUES»
Francis COHEN

Dans presque toute l'URSS, les originaires des diverses nationalités, vivent ensemble, dans les mêmes conditions, les familles sont souvent mélangées, les amis se fréquentent sans aucune distinction, bref la population est à la fois une et diverse : il y a bien un peuple soviétique unique et multinational...

.../...

C'est l'évolution sociale, elle-même fonction du changement de régime et du développement économique et culturel qui en a résulté, qui a pris les commandes du destin des nations.

Ceci est vrai aussi pour l'immense majorité des juifs, bien que leur dispersion et le caractère diversifié de leurs particularités culturelles posent la question d'une manière un peu originale. Sauvés des pogromes et des ségrégations du temps du tsarisme, ils se sont de plus en plus fondus dans le peuple multinational. Mais l'existence de l'Etat israélien, qui soulève le problème d'une double appartenance nationale, a ranimé pour un petit nombre, surtout dans les régions récemment redevenues soviétiques, un nouveau type de «question juive». Les difficultés qui en résultent sont démesurément grossies par une propagande à l'affût de tout ce qui peut masquer les progrès du socialisme. Pour l'immense majorité des plus de deux millions de juifs d'URSS, le fait dominant est leur intégration à la communauté multinationale soviétique.

Editions Sociales, 1974, p. 271

Mais on peut y admirer de longs développements sur la démocratie soviétique et le camarade Cohen nous y affirme que *«nous assistons en Union soviétique à la difficile naissance à la vie réelle du vieux rêve du peuple innombrable : le gouvernement des travailleurs»*.

Il faut avoir à l'esprit cette intéressante profession de foi pour apprécier la performance de *«L'URSS et nous»*. Il y en a pour tous les goûts, pour les antistaliniens et pour les staliniens non repentis, pour ceux qui aiment le mensonge épais et pour les subtils qui préfèrent le mensonge par omission, pour les libéraux, pour les enseignants et surtout pour les futurs électeurs du PCF.

Francis Cohen, avec une témérité dont on l'aurait cru incapable, pose des questions qui en URSS valent chacune quelques années de goulag : l'URSS est-elle socialiste ? Quels sont les conflits internes ? Peut-on faire un bilan des dégâts staliniens ? La terreur est-elle impliquée par le système ? S'est-il formé une nouvelle classe d'exploiteurs ? Quels sont les principes de la politique extérieure soviétique ? Y a-t-il en URSS une crise économique ou politique ?

Une telle énumération est évidemment assez révolutionnaire, mais quelles sont les réponses ? L'avertissement des auteurs était très prometteur : *«Le temps est venu d'un réflexion sérieuse sur le socialisme soviétique»*, ce qui n'était pas gentil pour la production littéraire antérieure de Francis Cohen.

En schématisant sans les dénaturer les 220 pages du livre, on arrive aux conclusions suivantes :

- oui, l'URSS est socialiste;
- il y a des conflits internes (notamment entre les ouvriers et la paysannerie soutenue par certains intellectuels)
- le bilan des dégâts staliniens est très lourd, mais c'est du passé;
- la terreur n'est pas impliquée par le système;
- il n'y a pas de nouvelle classe d'exploiteurs;
- la politique extérieure est une politique de paix;
- la crise en URSS ou dans le mouvement communiste international est une crise de croissance (comme la crise de l'adolescence).

On voit pourquoi la presse soviétique est plus tendre avec *« L'URSS et nous »* qu'avec les ouvrages d'Elleinstein ou de Carillo. Elle dénonce l'usage que l'antisoviétisme peut faire d'un tel livre *« malgré les intentions des auteurs »*, mais cela n'aboutira pas à transformer en agents de l'impérialisme les camarades Cohen, Robel et Frioux qui obtiendront toujours leur visa soviétique pour leurs nombreux séjours en URSS (ce que ne peut plus faire Ellenstein).

Pourtant *« L'URSS et nous »* ne se compare à aucune autre publication du PCF. Il s'agit en effet d'un texte qui a eu la caution officielle de la direction. Il montre donc jusqu'où l'on peut aller dans les critiques envers l'URSS et quelles sont les limites à ne pas dépasser.

Ce qu'il a de vraiment nouveau, c'est la dénonciation violente de la terreur stalinienne. Les lecteurs d'*Inprecor* n'y apprendront rien, mais le militant communiste a de quoi être secoué. Alexandre Adler, agrégé d'histoire, s'essaie à un bilan chiffré à partir de chiffres soviétiques et en se livrant à des calculs aussi sophistiqués que discutables, il aboutit à 400000 à 500000 exécutions capitales entre 1935 et 1939; 4000000 de personnes arrêtées à la même époque; 7000000 de détenus en 1953; 10000000 de morts dûs à la répression des années 30.

Ces chiffres sont nouveaux dans une publication officielle du PCF. Elleinstein n'avait pas donné de chiffres dans son *« Histoire de l'URSS »* (tome 2). Par « prudence scientifique » (c'est-à-dire par désir de ne pas se mouiller pour le moment), il s'était contenté de parler de *« plusieurs millions de déportés »*. Khroutchtchev avait également été évasif dans son rapport secret de 1956.

Les chiffres d'Adler nous paraissent très sous-estimés et Victor Serge paraît bien plus crédible quand il évaluait la population des camps à environ 15000000 de personnes en 1941. Néanmoins, le fait est là, pour la première fois le PCF reconnaît l'importance de la répression stalinienne en URSS.

« LES SOVIETIQUES »
Francis COHEN

Quoi qu'il en soit, le mouvement auquel nous assistons en URSS est net. Pendant une longue période, pour les raisons dont nous avons parlé, les décisions sont surtout venues d'en haut, et en bas on s'occupait surtout d'appliquer. La tendance actuelle est que plus de décisions se prennent plus bas et que la participation d'en bas à l'élaboration des décisions grandisse.

En octobre 1917, l'idée que le peuple pouvait se gouverner lui-même semblait totalement utopique. Or cette utopie devient progressivement la réalité.

Editions sociales, 1974, p.329

Après ces aveux Cohen se donne beaucoup de mal pour donner les raisons de cette répression et conclure à l'impossibilité qu'elle renaisse. Avec des périphrases emberlificotées, il explique que le fonctionnement démocratique de la société à été *« limité, entravé, contredit en certains aspects »* pendant la période stalinienne...

En glanant dans les autres chapitres, il est possible de dresser un tableau extrêmement sombre de l'URSS : absence totale de démocratie, censure, apolitisme des masses, bureaucratie, incompétence, etc. Cependant chaque affirmation de ce type sera tempérée par des considérations qui visent à en amoindrir la portée et à empêcher le lecteur de tirer les conclusions qui s'imposent :

- *« C'est sur la conception de la démocratie dans la vie politique du socialisme que se sont explicitées les divergences les plus sérieuses entre le PCUS et notre parti »* (Claude Frioux); quelques pages plus loin : *« la vie soviétique dans son tissu profond... neutralise de plus en plus les pratiques autoritaires »*(Claude Frioux).
- *« Interdits de publier ou de se produire, exils forcés, privations de nationalité, censure militante, procès d'opinion : de telles affaires ne se comptent plus »... « Il est évident qu'il ne s'agit pas de bavures ponctuelles, mais de toute une conception et une pratique autoritaire, dogmatique de l'administration de la culture, qui a conduit à une distorsion générale de l'état de la vie intellectuelle en Union soviétique. Cette situation ne s'est nullement améliorée depuis le XXe Congrès, tout au contraire »* (Claude Frioux); et quelques pages plus loin : *« il faut souligner que dans son ensemble, malgré les départs forcés, les interdits et les contraintes, la culture soviétique manifeste une grande richesse et une incontestable fécondité »* (Léon Robel).

Cette juxtaposition de citations contradictoires pourrait continuer longtemps; il s'agit, en effet, d'un type d'ouvrage dont le caractère est l'éclectisme et qui répond à un besoin particulier. En général les auteurs, qui sont bien connus pour avoir menti effrontément pendant des décennies, s'entourent de « prudence historique », de « doute scientifique », avant de produire des demi-vérités assimilées depuis fort longtemps par tous ceux qui s'intéressent à la question. L'*« Histoire de l'URSS »* de Jean Elleinstein parue en 1973 était un modèle du genre. Cet auteur allait

« LES SOVIETIQUES »
Francis COHEN

Ainsi, le parti qui a toujours combattu la tendance de ses propres organismes à se substituer aux organismes électifs, administratifs et sociaux, à trancher à leur place, voire à exécuter les décisions, est aujourd'hui en mesure d'obtenir des résultats beaucoup plus importants dans cette lutte. Sans cesser d'exercer son contrôle sur l'ensemble des activités de la société, notamment par son droit de regard sur les nominations aux postes de responsabilités, il peut se préoccuper de donner de plus en plus de place à ce qui est sa véritable vocation : donner l'impulsion politique. Agissant alors par la conviction, par l'intermédiaire de ses membres, eux-mêmes motivés par la réflexion et l'expérience communes, il peut mettre en mouvement les individus et les masses de façon encore plus démultipliée et efficace. Telle est la tendance.

Editions sociales, 1974, p. 321

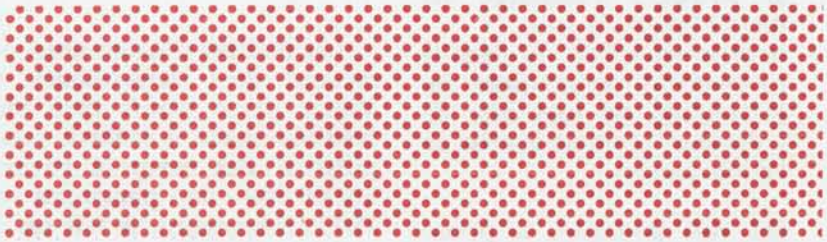
beaucoup plus loin que Francis Cohen, car il y était poussé par les nécessités de sa lutte interne au sein du PCF.

« Il nous est apparu que l'essentiel des problèmes que rencontre l'URSS tiennent, pour la part qui revient aux données intérieures, à des conflits d'intérêt entre catégories et groupes sociaux... Nous avons formé l'hypothèse qu'il y avait chez Staline une sorte de compromis idéologique avec de nombreux éléments non socialistes véhiculés par les masses paysannes. On n'en est pas entièrement sorti... ».

Francis Cohen, interview à « France-Nouvelle », no 1713, 11 septembre 1978

« L'URSS et nous» a été commandée par la direction du PCF afin de récupérer une certaine audience chez les intellectuels (son langage le rend difficilement accessible au malheureux qui n'a pas été en faculté) sans trop mécontenter Brejnev. C'est la suite logique du tournant de 1976 provoqué par la croissance désolante de l'électorat socialiste. Comment se démarquer de cette *« réalité soviétique qui apparaît de moins en moins aux masses populaires françaises comme un modèle à suivre»* (Francis Cohen) sans rompre avec le pouvoir soviétique qui est *« un pouvoir orienté vers la classe ouvrière et partiellement par elle »*... avec des évolutions difficiles *« orientées vers de plus en plus de socialisme »* (Francis Cohen) ?

Paraphrasant une fine remarque de Thierry Pfister dans *le Monde*, nous dirons que les auteurs de *« L'URSS et nous »*, ainsi que leurs commanditaires *« n'apparaissent pas comme des chercheurs s'efforçant d'approfondir une analyse, mais plutôt comme des militaires s'attachant à quitter une position jugée intenable en conduisant, dans le meilleur ordre possible, le repli stratégique »*.



APPEL

A nouveau un journal est menacé de disparaître. Le quotidien *Rouge*, étranglé par les difficultés financières auxquelles est en butte toute la presse d'opinion, est sur le point d'interrompre sa parution s'il ne trouve pas les ressources qui lui sont immédiatement nécessaires.

Nous ne sommes pas tous et toujours d'accord avec les opinions exprimées dans ce journal. Mais en l'occurence, là n'est pas la question. Il en va de la liberté d'expression et du pluralisme de la presse. La disparition d'un quotidien, quel qu'il soit, concerne tous ceux qui savent quel prix il faut attacher à l'existence de divers courants de pensée et à leur possibilité de se faire connaître de l'opinion publique. La mort de *Rouge* - après celle du *Quotidien de Paris*, du *Point du Jour* et de *J'informe* - serait un peu la mort de cette liberté essentielle dont son existence témoigne. Cela ne doit pas arriver.

A toutes et à tous, nous lançons un appel pressant : protégeons la possibilité pour tous les courants d'opinion de s'exprimer publiquement ! *Rouge* est un petit journal qui ne dispose pas d'importants moyens financiers. 8000 à 10000 personnes l'achètent tous les jours, 20000 à 30000 personnes le lisent. Elles ont le droit de disposer du journal de leur choix. Nous avons le devoir de veiller à ce qu'elles puissent continuer à le faire.

PREMIERS SIGNATAIRES

Claude Bourdet, André Bergeron, Benno Besson, Pierre Broué, Christine Buci-Glucksman, Jean-Pierre Chevènement, Jean Elleinstein, Claude Estier, Daniel Guérin, Roger Garaudy, Stéphane Just, Samuel Joshua, Maxime Leforestier, Pierre Lambert, Christian Lamotte, Gilles Martinet, François Mitterand, Jean-Jacques Marie, François Maspéro, Didier Motchane, Henri Noguères, Madeleine Rebérioux, Catherine Ribeiro, Jean Rony, Michel Rocard, Serge Reggiani, Antoine Sanguinetti, Solo, Coline Serreau, Laurent Schwartz, Michel Therry.